

MESSAGE N° 36 8 octobre 2002
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
accompagnant le projet de loi
d'adaptation de la législation cantonale
à la LPers (statut du personnel)

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de loi d'adaptation de la législation cantonale à la LPers (statut du personnel).

1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE

1.1 Nécessité d'une loi d'adaptation à la LPers

Selon l'article 142 LPers, les modifications d'autres lois et règlements rendues nécessaires par l'entrée en vigueur de la présente loi sont opérées par une loi et un arrêté d'adaptation. Le message du Conseil d'Etat du 28 novembre 2000 qui accompagnait le projet de LPers précisait ceci: «L'adaptation des autres lois spéciales sera opérée par une loi d'adaptation, à l'instar de celle faisant suite au code de procédure et de juridiction administrative. Il s'agira dans cette loi de se déterminer, notamment, sur le maintien du droit disciplinaire pour les agent(e)s de la force publique, sur les dispositions statutaires des magistrat(e)s de l'ordre judiciaire (système de l'élection et de la période administrative), et sur les compétences respectives des autorités scolaires. Des dispositions dérogatoires pourront et devront être maintenues chaque fois que la situation spécifique d'une catégorie de personnel, d'un secteur, d'un établissement, du pouvoir judiciaire, le justifieront, ou encore lorsqu'une loi fédérale l'impose. La loi d'adaptation devrait être adoptée par le Grand Conseil, si possible avant l'entrée en vigueur du présent projet. Elle sera soumise au Parlement dès que possible dès l'adoption de ce projet.»

Il faut rappeler que, partout où cela était nécessaire, la LPers a réservé les dispositions spéciales des autres lois. Ainsi, les Directions et établissements sont libres soit de proposer de modifier les lois spéciales de leur domaine, soit de les maintenir. Dans tous les cas, la sécurité juridique est garantie.

Conformément à l'article 143 LPers, le Conseil d'Etat a décidé que les dispositions de la LPers relatives au nouveau statut entreraient en vigueur le 1^{er} janvier 2003 et que celles qui sont relatives au nouveau système de rémunération le 1^{er} janvier 2004. Pour que les dispositions de la LPers relatives au nouveau statut puissent entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2003, il est indispensable que la loi d'adaptation à la LPers entre en vigueur aussi à cette date.

1.2 Déroulement des travaux et contenu général du projet

Lors de la consultation d'un avant-projet de LPers en 1999, les Directions et établissements ont été invités à proposer, le cas échéant, les modifications des lois spéciales, de leur compétence, rendues nécessaires par l'entrée en vigueur de la LPers. Les Directions et établissements ont à nouveau été sollicités, dans le même but, dans le courant de l'année 2000. Etant donné que n'entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2003 que les dispositions de la LPers relatives au statut, le projet de loi d'adaptation se limite aux modifications des lois spéciales en relation avec le statut. Un nouveau projet de loi d'adaptation à la LPers concernant les dispositions relatives à la rémunération vous sera présenté l'année prochaine. En tant qu'acte

d'adaptation, le projet n'a pas fait l'objet d'une consultation externe. Pour l'adaptation de la loi sur les communes à la LPers, les communes et les associations de communes ont été consultées, lors d'une consultation à part.

1.3 Conséquences et autres aspects du projet (art. 66 LRG)

Le projet n'a pas de conséquences financières et en personnel. Le projet respecte la Constitution cantonale et il ne pose pas de problèmes sous l'angle de sa conformité au droit fédéral. Pour le reste, le projet est eurocompatible et il n'a aucune influence sur la répartition des tâches Etat-communes. Enfin, le projet est soumis au referendum législatif.

2. COMMENTAIRE DES DISPOSITIONS

Art. 1 Office de la circulation et de la navigation

Art. 9 al. 1 (Statut du directeur)

La disposition de l'article 9 al. 1 LOCN est complétée pour indiquer le droit de proposition du conseil d'administration. Ce droit existe en général lorsqu'il s'agit d'engager des directeurs d'établissements (cf. par ex. art. 11 al. 1 de la loi du 2 mars 1999 sur l'Hôpital cantonal de Fribourg; RSF 822.1.1). Ce droit de proposition va plus loin que le simple droit de donner un préavis, déjà mentionné à l'article 7 al. 2 let. g LOCN.

Art. 18 et 19 (Résiliation des rapports de service et indemnité en cas de licenciement)

Ces articles sont abrogés. Les dispositions de la LPers s'appliquent désormais à la résiliation des rapports de service et à l'indemnité en cas de licenciement pour des motifs économiques.

Art. 20 (Contentieux)

L'article 20, dans sa nouvelle teneur, introduit une réclamation préalable concernant les décisions rendues, en principe par le directeur, en matière de rémunération. Pour le reste, les dispositions du code de procédure et de juridiction administrative s'appliqueront.

Les recours contre les décisions des organes de l'OCN, par exemple le directeur, sont directement de la compétence du Tribunal administratif (cf. art. 114 al. 1 let. b CPJA).

Art. 20a (Commission du personnel)

Un nouvel article 20a LOCN est prévu pour donner l'assise à la commission du personnel de l'OCN, déjà en fonction depuis la création du statut d'autonomie. Cette commission a essentiellement un rôle informatif et consultatif.

A l'instar de ce qui a été prévu pour la commission du personnel des Etablissements de Bellechasse, le règlement de la commission est établi par le conseil d'administration de l'OCN, après consultation du personnel.

Art. 21 al. 3 (Droit complémentaire)

La disposition de l'article 21 al. 3 LOCN n'a plus sa raison d'être du fait que la LPers a supprimé le droit disciplinaire.

Art. 2 Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat

En accord avec la Caisse de prévoyance de l'Etat, il est proposé d'abandonner le système actuel de l'admission dans la Caisse subordonnée à un examen médical systématique (cf. art. 43 à 46 de la loi du 29 septembre 1993 sur la Caisse de

prévoyance du personnel de l'Etat, RSF 122.73.1). Proposition est faite d'adopter le système suivant: avant son engagement, le collaborateur est invité à remplir un questionnaire médical qui sera adressé à la Caisse de prévoyance qui pourra, le cas échéant et en fonction des réponses fournies, le soumettre au médecin-conseil; au besoin, un examen médical pourra être ordonné. Une telle procédure est plus souple, plus efficace et moins coûteuse qu'un examen médical systématique. Les articles 43 et 44 al. 1 de la loi sur la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat sont modifiés en conséquence.

En outre, l'article 47 de la loi se réfère expressément à la classe 34 de l'échelle des traitements pour fixer le salaire maximal assuré. Cette classe est actuellement la plus élevée de l'échelle des traitements. Or la nouvelle échelle générale des traitements aura probablement un nombre de classes plus élevé (36). Il convient donc de modifier cette disposition en se référant simplement au traitement maximal de l'échelle et en ne citant plus une classe déterminée. De cette manière, on couvre la situation actuelle et celle qui prévaudra lors de l'entrée en vigueur du nouveau système salarial. Matériellement, cette modification augmente le niveau maximal d'assurance des salaires à la Caisse de prévoyance.

Enfin, dès lors que l'article 110 LPers garantit la rémunération du personnel durant 720 jours en cas d'incapacité de gain pour cause de maladie et d'accident, le droit à une pension d'invalidité, même provisoire, interviendra non pas dès la fin du droit à des indemnités journalières (soit dès le 721^e jour), mais, dans tous les cas, dès le 361^e jour d'incapacité de travail. L'intervention de la Caisse de prévoyance dès le 361^e jour d'incapacité de travail, qui correspond à la situation actuelle, est justifiée par le fait qu'une intervention de la Caisse dès le 721^e jour pénaliserait à la fois l'Etat-employeur et le collaborateur ou la collaboratrice (dans un tel cas, la prime de l'assurance collective perte de gain, au financement de laquelle le collaborateur ou la collaboratrice participerait, serait nettement plus chère). Ainsi, les articles 78 al. 1, 2^e phr., et 81 al. 2 de la loi sont modifiés en conséquence.

Art. 3 Organisation judiciaire

Art. 19 (Collaborateurs du Tribunal cantonal)

L'article 19 LOJ, tel qu'il est proposé, ne fait plus référence à une nomination (acte désormais réservé aux magistrats de l'ordre judiciaire), mais à l'engagement. Le Tribunal cantonal devient autorité d'engagement des greffiers et des autres collaborateurs de son greffe, en dérogation du système général (cf. la réserve de l'art. 3 al. 6 LPers).

Art. 20 (Collaborateurs des tribunaux d'arrondissement et des justices de paix)

L'article 20 LOJ est modifié. Désormais, seuls les greffiers des justices de paix qui exercent leurs fonctions à titre accessoire seront soumis au système de nomination (tous les quatre ans, par le Conseil d'Etat). Contrairement au système général, ces personnes ne seront pas engagées par la Direction en charge des relations avec le Pouvoir judiciaire (cf. art. 3 al. 2 LPers). En revanche, les greffiers et les autres collaborateurs des greffes des tribunaux d'arrondissement et des greffes des justices de paix seront engagés, s'ils sont des collaborateurs de l'Etat, conformément à la législation sur le personnel de l'Etat.

Art. 22, 25, etc.

Le projet remplace, dans ces dispositions, le terme «fonctionnaire» par «collaborateur». Il s'agit d'une adaptation purement terminologique.

Le projet maintient en l'état, pour les magistrats et les collaborateurs de l'ordre judiciaire (cf. art. 109 ss LOJ), la responsabilité disciplinaire actuellement prévue par la LOJ. Le maintien de ce système sera réexaminé dans le cadre d'une future révision de la LOJ.

Art. 72 (Huissiers)

L'article 72 LOJ, concernant les huissiers, n'a plus sa raison d'être. Ces agents sont désormais soumis aux dispositions applicables aux collaborateurs du greffe du Tribunal cantonal ou des greffes des tribunaux d'arrondissement.

Art. 114^{ter} (Information du dénonciateur)

Une nouvelle disposition, inspirée de l'article 112 al. 2 du code de procédure et de juridiction administrative, est introduite à la fin des dispositions concernant la responsabilité disciplinaire des magistrats et des collaborateurs de l'ordre judiciaire. Elle fait suite, pour partie, à la motion Jean-Jacques Collaud prise en considération par le Grand Conseil le 9 mai 2001 (Motion demandant la communication, au plaignant des décisions disciplinaires; cf. BGC 2001, pp. 694 ss).

Art. 4 Fonctionnaires judiciaires se trouvant dans l'impossibilité de remplir leurs fonctions

La loi du 21 mai 1873 concernant les fonctionnaires de l'ordre judiciaire se trouvant dans l'impossibilité de remplir leurs fonctions est en l'état maintenue, mais uniquement pour les magistrats de l'ordre judiciaire (cf. la modification du titre et des art. 1 et 2). En revanche, les greffiers et les autres collaborateurs des greffes seront à l'avenir soumis au système général de la législation sur le personnel de l'Etat (cf. l'abrogation de l'art. 5 de la loi). Cela dit, le maintien de cette loi sera réexaminé à l'occasion de la future révision de la loi d'organisation judiciaire.

Art. 5 Juridiction pénale des mineurs

Les dispositions des articles 7 al. 2, 9 al. 1 et 27 al. 2 de la loi sur la juridiction pénale des mineurs sont modifiées. En effet, les greffiers de la Chambre pénale des mineurs seront engagés conformément à la législation sur le personnel de l'Etat (cf. l'abrogation de l'art. 7 al. 2 de la loi), et les articles 9 al. 1 et 27 al. 2 doivent être adaptés sous l'angle terminologique.

Art. 6 Communes

1. Présentation générale

1.1 Nécessité de la révision

La législation relative au personnel de l'Etat s'applique aux communes qui n'ont pas adopté de règlement propre, ce qui est le cas pour la grande majorité des communes. Or les dispositions de la loi sur les communes relatives au personnel (LCo, art. 69 à 81), applicables aux communes en tous les cas, présentent des différences par rapport à la LPers. Il convient donc d'adapter la LCo pour l'harmoniser avec la nouvelle LPers. Ces différences concernent principalement le statut de fonctionnaire et le droit disciplinaire. En outre, il convient de revoir les dispositions de la LCo du point de vue de la systématique.

1.2 Idées forces de la révision

Répondant au vœu émis lors de la procédure de consultation relative à la LPers, en 1999, la révision s'oriente vers

le statu quo en ce qui concerne les communes, à savoir que le personnel communal est en premier lieu régi par des règles communales propres, mais, à défaut de telles règles, c'est la législation sur le personnel de l'Etat qui s'applique.

Les modifications matérielles sont dues au changement de système entre la loi sur le statut du personnel de l'Etat (LStP) et la LPers, la LCo étant également marquée par la LStP. Là, il s'agit d'harmoniser la LCo avec la nouvelle LPers. Ainsi, le statut de fonctionnaire est abandonné sur le plan communal également. Les deux postes obligatoires des communes, le secrétaire et le caissier, sont soumis à un régime de droit public. Le statut de droit public s'applique à l'ensemble du personnel communal si les communes n'en disposent pas autrement.

Par voie de conséquence, le droit disciplinaire communal est également abrogé. A défaut de dispositions réglementaires communales, les infractions aux devoirs de service peuvent entraîner, selon leur degré de gravité, une modification ou une cessation des rapports de service conformément aux dispositions de la loi sur le personnel de l'Etat. La procédure est celle qui est prévue par les dispositions spécifiques appliquées (art. 75 LPers).

1.3 Passage de l'actuel au nouveau régime

1.3.1 Les règlements communaux

Pour les communes qui ont adopté un règlement de portée générale relatif au personnel, la situation ne devrait en principe pas changer, car la LCo maintient la prééminence du droit communal, et les nouvelles dispositions de la LCo comportent généralement plus de souplesse pour les communes.

Les règlements existants devraient cependant être examinés en vue de leur conformité aux points suivants (sous réserve de la teneur définitive du projet):

- Les motifs de récusation étant désormais applicables à l'ensemble du personnel, des règlements communaux fondés sur l'ancien système devraient être adaptés s'ils prévoient que seul le secrétaire communal y est soumis.
- Les règles de résiliation prévues aux articles 36 à 49 LPers s'appliquent au secrétaire et au caissier indépendamment d'un règlement communal (art. 77 al. 1, 2^e phr. LCo proposée). Les éventuelles règles communales dérogatoires devraient être adaptées dans le souci de la sécurité du droit.

Il est en outre évidemment possible, voire recommandé pour ces communes, d'adapter leurs règlements aux nouvelles dispositions cantonales (par ex. en abolissant, le cas échéant, le statut de fonctionnaire et le droit disciplinaire).

1.3.2 Les rapports de service

Actuellement, c'est la loi sur le statut du personnel de l'Etat (LStP) qui s'applique aux communes ne disposant pas d'un règlement propre sur le statut du personnel (art. 76 al. 2 LCo dans sa teneur en vigueur). La révision propose de remplacer le renvoi à la LStP par le renvoi à la LPers. Or la LPers contient des dispositions transitoires pour le passage du personnel de l'Etat de l'actuel au nouveau système (art. 134 à 139 LPers). Ce régime transitoire devrait donc également s'appliquer au personnel communal régi par le droit cantonal par défaut.

La LPers intègre désormais les dispositions relatives à la rémunération. Celles-ci n'entreront toutefois pas en

vigueur en même temps que le statut au sens strict. Pour les communes qui ne disposent pas de réglementations propres, l'application par défaut de ce système signifie également que le système de rémunération reste inchangé jusqu'à l'entrée en vigueur de ces dispositions de la LPers (voir sur ce point également le commentaire à l'article 70, dernier §, ci-dessous).

2. Procédure de consultation de la fin mai à la mi-juillet 2002

La procédure de consultation relative à l'article 6 de l'avant-projet de loi d'adaptation LPers (dispositions de la loi sur les communes) eut lieu du 30 mai au 15 juillet 2002. Furent notamment consultées toutes les communes (223) et toutes les associations de communes (85).

Le Département des communes a reçu 76 réponses sur un total de 344 destinataires, ce qui correspond à un taux de réponse de 22 %.

Dans l'ensemble, l'écho au projet est favorable. Aucune réponse ne rejette le projet ou estime que l'option fondamentale du projet, à savoir la recherche d'un régime correspondant au statu quo, devrait être modifiée.

Sur le plan matériel, les observations portent sur les points suivants:

- Les formes des actes législatifs communaux destinés à contenir les règles sur le personnel communal sont remises en cause, une directive du conseil communal devrait suffire.
- Les communes devraient pouvoir soumettre toutes les fonctions au droit privé, quitte à préserver un certain nombre de règles minimales (par ex. sur la résiliation).
- Les exigences du domicile dans le canton et de la citoyenneté ne doivent pas être imposées aux communes (resp. il ne faut pas obliger les communes à adopter un règlement uniquement pour déroger à l'un ou l'autre de ces deux points).
- Les règles relatives à la rémunération (sources, compétences) doivent être précisées.
- On devrait introduire le motif de récusation du CPJA ayant trait à l'impartialité en général («autre motif sérieux de nature à faire douter de l'impartialité de la personne»).
- Certains postulent une modernisation générale des articles sur le secrétaire et le caissier (dénominations, cahier des charges, etc.).
- L'article 81 sur la formation suscite le plus de remarques. Dans beaucoup de réponses, l'importance de la formation est soulignée, et il est souhaité que l'Etat renforce son rôle dans ce domaine.

Les réponses à ces remarques se trouvent dans les commentaires aux articles ci-dessous.

Le nombre des réponses déclarant que le projet n'appelle de leur part pas de remarques particulières est relativement important: 38 sur un total de 76 réponses, ce qui correspond à 50 %. Parfois cependant, on a le sentiment que les consultés estiment à tort que le projet ne les concerne pas («on n'a que du personnel à temps partiel», «on n'a pas d'employés communaux», «notre personnel [pour les associations de communes] est rattaché administrativement à la commune de X», «notre personnel est régi par le droit cantonal», etc.).

Il découle de certaines réponses que les communes éprouvent quelques difficultés face à la gestion de ce

domaine relativement complexe (malgré l'application du régime cantonal par défaut). Certaines communes déclarent disposer d'un règlement, qui n'est toutefois pas adopté par l'assemblée communale.

Certaines communes estiment que le régime cantonal ne convient pas aux employés communaux et elles ont décidé de soumettre à leur assemblée communale un règlement communal sur le personnel.

3. Commentaire des articles

Art. 69

La nouvelle teneur de l'article 69 définit qui fait partie du personnel communal (définition tirée de la LPers, art. 2). Les alinéas 2 et 3 concernent des fonctions ou situations exclues du champ d'application.

Art. 70

La nouvelle teneur reprend le principe de l'article 76 actuel LCo, tout en renvoyant désormais à la nouvelle LPers, en lieu et place de la LStP, comme régime applicable par défaut.

Le système juridique des règles relatives au personnel communal est donc le suivant: les communes sont autonomes en la matière. Elles peuvent exercer cette autonomie

- en adoptant leur propre règlement communal de portée générale ou
- en appliquant, par analogie, la LPers.

Toutefois, les dispositions du Chapitre III de la loi sur les communes s'appliquent aux communes et à leur personnel dans tous les cas, les règlements communaux ne pouvant pas y déroger.

Malgré le fait qu'actuellement seulement cinq communes disposent d'un règlement de portée générale sur le personnel, le projet propose de maintenir la règle existante selon laquelle le statut du personnel cantonal ne s'applique aux communes qu'à défaut d'un règlement communal.

Une commune qui entend créer son propre statut du personnel doit en prévoir les éléments essentiels dans un règlement de portée générale. Le conseil communal est compétent pour régler les modalités de détail. Cette délimitation des compétences correspond au partage existant au niveau cantonal (LPers-RPers/autres actes d'exécution). Régir le statut du personnel communal équivaut à édicter des normes de portée générale, qui doivent, en vertu de l'article 10 al. 1 let. f LCo, faire l'objet d'un règlement de portée générale et être adoptées par le législatif communal.

Au cours de la procédure de consultation, il était demandé de tenir compte des employés engagés pour quelques heures ou pour une courte période. Sur le plan cantonal, cette catégorie de personnel est régie par les articles 2 al. 4 LPers et 31 RPers (version RPers mise en consultation); c'est donc ce régime-là qui s'applique aux communes, à moins qu'elles n'aient un règlement qui prévoit d'autres règles. A cet effet, l'article 69 al. 2 proposé est suffisant, et il n'est pas nécessaire d'édicter une disposition particulière.

Les domaines exclus de la LPers (c'est-à-dire non applicables aux communes) sont les règles relatives à la politique du personnel, à l'organisation, aux instruments de gestion ainsi qu'aux voies de recours (ce dernier point est régi par un chapitre spécial de la LCo [art. 153 ss]).

Certaines réponses à la consultation demandaient que les règles relatives au système de rémunération soient égale-

ment exclues du champ d'application. Or, selon le droit en vigueur, le régime rémunérateur cantonal s'applique déjà aux communes par défaut (art. 30 ss LStP). Supprimer ce lien signifierait un vide juridique pour la plus grande majorité des communes fribourgeoises, qui seraient alors contraintes d'adopter un règlement communal pour le combler. En revanche, avec la solution retenue, rien n'empêche les communes souhaitant y déroger d'adopter un règlement approprié.

Art. 71

Il s'agit de la reprise de l'article 69 al. 3 en vigueur, les termes de «fonctionnaires» et «employés» ayant été remplacés par «collaborateur». Cette terminologie correspond à celle qui est employée pour le personnel de l'Etat. Les exceptions au principe de la mise au concours sont les mêmes que pour le personnel de l'Etat (art. 25 LPers; art. 15 RPers, version mise en consultation).

Art. 72

Les termes de «fonctionnaires» et «employés» ont été remplacés par «collaborateur».

Art. 73

Il s'agit de la reprise de l'article 79 en vigueur, le champ d'application étant toutefois étendu pour englober tout le personnel communal (l'article 79 en vigueur se réfère exclusivement au secrétaire communal), comme c'est le cas pour le personnel de l'Etat (cf. art. 70 LPers).

Pour ce qui est des motifs de récusation, le projet s'en tient aux motifs valables pour les membres du conseil communal. Il n'apparaît pas opportun d'étendre le catalogue des motifs uniquement pour le personnel. Une demande émise en consultation tendait à compléter la liste par «tout autre motif de nature à faire douter de l'impartialité de la personne», cf. art. 21 al. 1 let. f du code de procédure et de juridiction administrative (CPJA, RSF 150.1; or, en vertu de l'article 26 CPJA, la récusation des autorités et des agents communaux ne tombe pas sous le coup de ce code).

Art. 75

Cette disposition, qui concernait le droit disciplinaire, est abrogée.

Art. 76

La LCo actuelle prévoit implicitement que les fonctionnaires sont sous un régime de droit public, car c'est seulement pour les employés que la commune dispose du choix entre droit public et droit privé, le droit public étant le système applicable par défaut (art. 70 et 71 en vigueur). Or les deux fonctions obligatoires des communes sont, actuellement déjà, le secrétaire et le caissier.

Vu que la distinction fonctionnaire/employé tombe, on ne pourra plus déterminer l'application d'un éventuel statut de droit public sur cette base-là. Pour rester au plus près du système en vigueur, il convient donc de prévoir que le secrétaire et le caissier sont des postes obligatoires (art. 76 al. 1) et qu'ils sont soumis à un statut de droit public (art. 77 al. 1; voir ci-dessous).

Certaines réponses à la consultation demandaient que les fonctions de secrétaire et de caissier soient fondamentalement revues dans le but d'une modernisation et d'une adaptation aux nouvelles exigences. Or cette demande ne saurait être suivie dans le cadre d'une simple adaptation légale, d'une part, et, d'autre part, les communes disposent d'une autonomie relativement étendue dans ce domaine, qui leur permet d'adopter des règles appropriées aux spécificités locales.

L'alinéa 2 de l'article 76 reprend le principe de l'article 16 LPers sans exiger que l'inventaire soit informatisé, les

autres instruments de gestion prévus sur le plan cantonal étant par ailleurs exclus du renvoi d'application par défaut (cf. art. 70 al. 2 du projet).

Art. 77 al. 1

Donnant suite à une demande formulée par plusieurs réponses à la consultation, le secrétaire et le caissier ne doivent plus nécessairement être domiciliés dans le canton ni être citoyens actifs. Plus précisément, par la suppression de cet alinéa – qui était l'alinéa 1 dans la version de l'avant-projet –, les communes ne sont pas obligées d'adopter un règlement pour y déroger.

Le projet maintient cependant le principe selon lequel le secrétaire et le caissier sont des postes régis par le droit public. Ce régime paraît mieux approprié à l'exercice de la puissance publique, à laquelle ils participent, et il accorde à ces collaborateurs une meilleure protection que le droit privé (voir à cet égard notamment aussi la proposition de reprendre les règles de résiliation du système cantonal, commentée ci-après). Contrairement à ce qui était demandé en consultation, les postes de secrétaire et de caissier ne sauraient être potentiellement soumis au droit privé, car ces fonctions participent, comme on vient de le voir, à l'exercice de la puissance publique sur le plan local.

Les règles de résiliation constituent un point important de tout statut du personnel. Le fait de prévoir ici, à la deuxième phrase de l'alinéa 1, un renvoi aux articles topiques de la LPers précise un élément essentiel du statut de droit public communal auquel les communes ne sauraient, pour ce qui concerne le secrétaire et le caissier, déroger par un règlement.

Art. 79

A ce propos, il est renvoyé au commentaire à l'article 73 ci-dessus. Le déplacement de cet article est dû au fait que désormais la récusation ne concerne pas exclusivement le secrétaire communal, mais l'ensemble du personnel.

Art. 81

Les acteurs immédiatement concernés par la formation sont les partenaires sociaux respectivement chaque employeur et collaborateur individuels. Or l'article 81 traite en outre du rôle de l'Etat en la matière. La nouvelle teneur de l'article souligne le rôle subsidiaire de l'Etat, que celui-ci exerce en respectant les compétences des partenaires communaux.

Cet article a suscité relativement beaucoup de remarques lors de la procédure de consultation. Certains estimaient que l'Etat devait renforcer son rôle et collaborer en premier lieu avec les communes. Or le système général de la formation professionnelle et de la formation continue se fonde sur la responsabilité individuelle – qui correspond ici à celle de l'employé et de l'employeur. Ensuite, ce sont les associations respectives qui ont des rôles à remplir, soit les associations du personnel et les associations des employeurs, en l'occurrence l'Association des communes fribourgeoises.

Le rôle subsidiaire de l'Etat n'empêche pas que, pour des domaines spécifiques, les services de l'Etat interviennent et mettent sur pied des offres de formation, dans les limites de leurs capacités financières et en personnel. De telles interventions ont d'ailleurs déjà eu lieu, par exemple pour un projet pilote de formation de responsables en matière de construction ou pour un projet de formation intercantonale des administrateurs communaux. En outre, l'offre de formation continue prévue pour le personnel de l'Etat est ouverte également aux participants des communes depuis la fin de 2001.

Enfin, à la suite d'une demande spécifique émise lors de la procédure de consultation par la Commission consultative permanente pour les questions de personnel, le Conseil d'Etat annonce qu'il proposera prochainement au Grand Conseil la création d'une fondation de droit public en matière de formation du personnel de l'Etat. Cette fondation donnera à l'Etat-employeur la possibilité d'exploiter des synergies avec d'autres centres de formation et de répondre aux exigences notamment des communes dans ce domaine.

Art. 123^{bis} al. 4, 2^e phr.

Le renvoi à «l'alinéa 2 de cette disposition» aurait dû être adapté lors de la révision totale de la loi sur l'exercice des droits politiques. La version corrigée indique directement qu'il s'agit du délai applicable pour la récolte des signatures en cas de referendum contre une décision portant sur une dépense d'une association de communes, soit soixante jours.

Art. 7 Organisation du Tribunal administratif

L'article 14 al. 1 de la loi d'organisation du Tribunal administratif est adapté, par le projet, pour y supprimer la référence à la «nomination» des greffiers et du personnel de chancellerie. Le projet maintient le droit disciplinaire spécial applicable à ces personnes (cf. art. 14 al. 3 de la loi), à l'instar de ce qui est prévu pour les collaborateurs de l'ordre judiciaire (cf. art. 109 ss LOJ).

Art. 8 Exécution de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite

La loi concernant l'exécution de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite est modifiée à plus d'un titre. Les articles 3 et 5 des dispositions sont refondus dans un nouvel article (cf. art. 3 tel que proposé), lequel règle l'engagement des préposés et des collaborateurs des offices. L'article 6, tel qu'il est proposé, est modifié sous l'angle terminologique. Quant à l'article 17 al. 1, 2^e phr., il contient des dispositions qui doivent être abrogées, la législation sur le personnel de l'Etat ne prévoyant plus le pouvoir disciplinaire du Conseil d'Etat.

Le projet profite de l'occasion pour abroger une série d'articles qui contiennent des dispositions désuètes (cf. art. 4, 7, 8, 10, 11 et 12).

Art. 9 Etablissements de Bellechasse

Le projet abroge l'article 23 de la loi sur les Etablissements de Bellechasse (LEB). L'assistance juridique des collaborateurs de l'Etat est maintenant réglée, de façon générale, à l'article 127 LPers.

Le droit disciplinaire spécial, découlant de l'article 20 LEB, est maintenu. Il s'agit, pour le directeur des Etablissements de Bellechasse, de continuer à disposer d'une procédure simple permettant de sanctionner des violations bénignes aux devoirs de service, commises par des agents de la force publique.

Art. 10 Loi scolaire

Les modifications proposées de la loi scolaire tiennent compte des dispositions de la LPers supprimant la nomination et la période administrative, celles qui sont relatives aux compétences en matière d'engagement des directions et celles qui concernent les délais et termes de la démission. La procédure d'engagement des maîtres et

maîtresses pour une durée limitée ou pour un remplacement est aussi modifiée (abandon du préavis des autorités scolaires et de l'approbation par le Département de l'instruction publique).

Art. 11 Ecoles libres publiques

L'article 116 al. 2 de la loi du 17 mai 1884 sur l'instruction publique est modifié en ce sens que la référence à la nomination est supprimée.

Art. 12 Engagement secondaire supérieur

Les mêmes remarques que celles qui sont émises pour l'article 10 ci-dessus valent pour les modifications proposées de la loi du 11 avril 1991 sur l'enseignement secondaire supérieur.

Art. 13 Haute Ecole pédagogique

Les mêmes remarques que celles qui sont émises pour l'article 10 ci-dessus valent pour les modifications proposées de la loi du 4 octobre 1999 sur la Haute Ecole pédagogique (LHEP). A signaler que, selon l'article 36 LHEP dans sa version modifiée, le recteur ou la rectrice de la HEP sera désigné/e par la Direction et que cette décision sera approuvée par le Conseil d'Etat (procédure identique à la procédure d'engagement prévue par l'article 8 let. d LPers pour les autres cadres supérieurs). Les dispositions spéciales suivantes dérogent à la LPers: le recteur ou la rectrice sera désigné/e pour une période de quatre ans, renouvelable une fois; de même, le doyen ou la doyenne sera désigné/e pour une période de quatre ans, renouvelable deux fois, une quatrième période comme doyen ou doyenne étant possible pour le recteur ou la rectrice en activité.

Art. 14 Université

Les modifications proposées aux articles 17 et 19 al. 2 tiennent compte de la suppression de la nomination et des nouvelles compétences d'engagement instituées par la LPers. L'article 19 al. 1, qui permet une démission à l'âge de 70 ans (maintien du système actuel), est une dérogation par rapport à l'âge limite de la retraite, que l'avant-projet de règlement d'exécution de la LPers, en application de l'article 51 al. 2 LPers, propose de fixer, comme actuellement, à 65 ans.

Art. 15 Institutions culturelles de l'Etat

L'article 35 al. 1 de la loi du 2 octobre 1991 sur les institutions culturelles de l'Etat, qui règle la question du statut des professeurs du Conservatoire en cas de diminution du nombre des heures d'enseignement résultant d'une diminution du nombre d'élèves, est ainsi adapté à la LPers: les références à la nomination et à la période administrative sont supprimées; en outre, par analogie avec l'article 126 al. 3 du projet de RPers (dans sa version mise en consultation), il est fait référence au strict maintien des heures d'enseignement; enfin, pour donner une base légale à une pratique déjà courante au Conservatoire, il est proposé d'ajouter à l'alinéa 1 que la direction du Conservatoire doit veiller à attribuer au professeur qui subit une diminution de ses élèves à la suite de démissions en cours d'année, en priorité, dans la mesure du possible, les nouveaux élèves inscrits dans sa branche. L'alinéa 2 (nouveau) règle une situation non prise en

compte par la législation actuelle. Cet alinéa prévoit une garantie de salaire durant trois mois en cas de diminution du nombre d'élèves en cours d'année scolaire. La modification de l'article 37 contient une simple adaptation terminologique à la LPers (terme de démission) et une modification de fond: le terme de la démission est la fin d'une année scolaire et non plus la fin d'un semestre.

Art. 16 Police cantonale

Le projet abroge l'article 27 de la loi sur la Police cantonale (LPol), l'assistance juridique des collaborateurs de l'Etat étant maintenant réglée, de façon générale, à l'article 127 LPers. Par ailleurs, l'article 25 LPol est modifié. Dans le nouveau système, la compétence en matière disciplinaire n'existe plus en mains du Directeur de la police. En revanche, cette compétence subsiste pour le commandant de la Police cantonale. Sous cet angle, le projet maintient la procédure disciplinaire simplifiée permettant au commandant de sanctionner les violations bénignes aux devoirs de service commises par des agents. Le projet adapte l'article 18 al. 1 LPol pour y fixer la compétence du Conseil d'Etat concernant l'engagement du commandant et des officiers de la Police cantonale, les autres agents de police étant engagés par la DSJ. Cette solution est justifiée vu les fonctions exercées; il s'agit là d'une dérogation à l'article 8 let. c LPers. L'alinéa 2 de l'article 18 est, quant à lui, adapté du fait de l'abandon du système de la nomination.

Art. 17 Assurance immobilière

Art. 15 (Le directeur)

L'article 15 al. 1 est adapté du fait de l'abandon du système de la nomination. L'alinéa 2 de l'article 15 est abrogé du fait de l'abandon, dans la LPers, de l'obligation, pour certains agents, de fournir des sûretés. Pour le directeur de l'ECAB et son adjoint, cette obligation était d'ailleurs devenue désuète.

Art. 18 (Statut du personnel)

L'article 18 al. 1 est adapté pour y supprimer toute référence à une nomination. Il contient ensuite, à l'alinéa 2, une disposition permettant au conseil d'administration de l'ECAB d'édicter, pour des motifs de gestion, une réglementation dérogeant à la réglementation du Conseil d'Etat. Une telle disposition permettra une certaine souplesse dans la gestion du personnel. Le projet reprend ici le système actuellement applicable à l'OCN (cf. art. 21 al. 2 LOCN). A titre d'exemple, on peut citer une disposition qui habiliterait l'ECAB à engager des collaborateurs afin de faire face, par exemple, à des sinistres importants (cf. l'ouragan Lothar), sans être limité par l'effectif du personnel de l'Etat.

Art. 20 let. c (Compétences du Conseil d'Etat)

L'article 20 let. c est adapté au nouveau système. Seuls les membres du conseil d'administration sont nommés par le Conseil d'Etat.

Art. 18 Ecole du personnel soignant

L'article 10 al. 3 let. c de la loi du 21 juin 1994 sur l'Ecole du personnel soignant (LEPS) est modifié en ce sens qu'il supprime la référence à la nomination.

Art. 19 Hôpital cantonal

Les modifications proposées aux articles 9, 14 et 17 tiennent compte de la suppression de la nomination et des

compétences d'engagement instituées par la LPers. L'article 14 al. 2 précise également la compétence dévolue au conseil d'administration pour l'engagement des médecins adjoints et agréés, une question qui avait été omise d'être réglée dans la loi du 2 mars 1999 sur l'Hôpital cantonal. En ce qui concerne l'article 9 al. 2 let. f, son contenu découle des modifications des articles 14 et 17.

Art. 20 Loi d'application de la loi fédérale sur l'AVS et de la loi fédérale sur l'AI

L'article 4 (titre médian et alinéa 1) est modifié en ce sens que la référence à la nomination est supprimée.

Art. 21 Forêts et protection contre les catastrophes naturelles

L'assistance juridique étant réglée à l'article 127 LPers, il y a lieu d'abroger l'article 16 qui prévoyait cette assistance juridique.

Art. 22 Chasse et protection des mammifères, des oiseaux sauvages et de leurs biotopes

L'assistance juridique étant réglée à l'article 127 LPers, il y a lieu d'abroger l'article 50 qui prévoyait cette assistance juridique et de supprimer cette mention à l'article 52.

Art. 23 Pêche

L'assistance juridique étant réglée à l'article 127 LPers, il y a lieu d'abroger l'article 44^{bis} qui prévoyait cette assistance juridique.

Art. 24 Exécution et entrée en vigueur

Dans la mesure où les dispositions de la LPers relatives au statut entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2003, il est nécessaire que la loi d'adaptation à la LPers (statut) entre en vigueur aussi à cette date.

BOTSCHAFT Nr. 36 8. Oktober 2002 **des Staatsrats an den Grossen Rat** **zum Entwurf des Gesetzes zur Anpassung** **der kantonalen Gesetzgebung an das** **StPG (Dienstverhältnis)**

Wir unterbreiten Ihnen einen Gesetzesentwurf zur Anpassung der kantonalen Gesetzgebung an das StPG (Dienstverhältnis).

1. ALLGEMEINES

1.1 Notwendigkeit eines Anpassungsgesetzes an das StPG

Gemäss Artikel 142 StPG erfolgen die mit dem Inkrafttreten dieses Gesetzes erforderlichen Änderungen anderer Gesetze und Reglemente in einem Anpassungsgesetz und -beschluss. Die Botschaft des Staatsrates vom 28. November 2000 zum Entwurf des StPG führte Fol-

gendes aus: «Die Anpassung der anderen Spezialgesetze wird mit einem Anpassungsgesetz geschehen, wie dies bei der Anpassung an das Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege der Fall gewesen war. In diesem Gesetz müssen insbesondere folgende Punkte geregelt werden: Die Beibehaltung des Disziplinarrechts für die Vertreterinnen und Vertreter der öffentlichen Gewalt, die statutarischen Bestimmungen für die Magistratinnen und Magistraten der Gerichtsbehörden (Wahlverfahren und Amtsperiode) und die jeweiligen Kompetenzen der Schulbehörden. Abweichende Bestimmungen können und müssen immer dann aufrecht erhalten werden, wenn es ein Bundesgesetz vorschreibt, oder es die spezifischen Umstände in einer Personalkategorie, einem Sektor, einer Anstalt oder bei den Justizbehörden rechtfertigen. Das Anpassungsgesetz sollte vom Grossen Rat wenn möglich vor Inkrafttreten des vorliegenden Entwurfs verabschiedet werden. Es wird dem Parlament baldmöglichst nach der Annahme dieses Entwurfs unterbreitet werden.»

Es ist daran zu erinnern, dass das StPG überall dort, wo es nötig war, die besonderen Bestimmungen der anderen Gesetze vorbehalten hat. So können die Direktionen und Anstalten selber bestimmen, ob sie Änderungen der Spezialgesetze ihres Bereich beantragen oder diese Spezialgesetze beibehalten wollen. Die Rechtssicherheit ist in jedem Fall gewährleistet.

Der Staatsrat hat gemäss Artikel 143 StPG entschieden, dass die Bestimmungen des StPG über das neue Dienstverhältnis am 1. Januar 2003 in Kraft treten und die Bestimmungen über das neue Gehaltssystem am 1. Januar 2004. Damit die Bestimmungen des StPG über das neue Dienstverhältnis am 1. Januar 2003 in Kraft gesetzt werden können, ist es unumgänglich, dass das Anpassungsgesetz an das StPG auch an diesem Datum in Kraft tritt.

1.2 Verlauf der Arbeiten und allgemeiner Inhalt des Entwurfs

Bei der Vernehmlassung zu einem StPG-Vorentwurf im Jahr 1999 waren die Direktionen und Anstalten aufgefordert worden, die allenfalls mit dem Inkrafttreten des StPG notwendig werdenden und in ihrer Zuständigkeit liegenden Änderungen der Spezialgesetze zu beantragen. Im Laufe des Jahres 2000 wurde mit den Direktionen und Anstalten erneut in dieser Hinsicht Kontakt aufgenommen. Da am 1. Januar 2003 vorerst nur die Bestimmungen des StPG über das Dienstverhältnis in Kraft gesetzt werden, beschränkt sich der Entwurf des Anpassungsgesetzes auf die Änderungen der Spezialgesetze, die in Zusammenhang mit dem Dienstverhältnis stehen. Im nächsten Jahr wird Ihnen dann ein weiterer Gesetzesentwurf zur Anpassung an das StPG bezüglich der Gehälter vorgelegt. Als Anpassungserlass wurde der Entwurf nicht in die externe Vernehmlassung geschickt. Für die Anpassung des Gesetzes über die Gemeinden an das StPG wurden die Gemeinden und die Gemeindeverbände in einer gesonderten Vernehmlassung konsultiert.

1.3 Folgen weitere Aspekte des Entwurfs (Art. 66 GRRG)

Der Entwurf hat weder finanzielle noch personelle Folgen. Er ist verfassungsmässig und ist hinsichtlich der Bundesrechtskonformität unproblematisch. Ausserdem ist er europaverträglich und hat keinen Einfluss auf die Aufgabenteilung Staat-Gemeinden. Und schliesslich untersteht der Entwurf auch dem Gesetzesreferendum.

2. KOMMENTAR ZU DEN EINZELNEN BESTIMMUNGEN

Art. 1 Amt für Strassenverkehr und Schifffahrt

Art. 9 Abs. 1 (Dienstverhältnis des Direktors)

Die Bestimmung von Artikel 9 Abs. 1 ASSG wird ergänzt mit dem Hinweis auf das Vorschlagsrecht des Verwaltungsrats. Dieses Recht besteht im Allgemeinen, wenn es darum geht, Anstaltsdirektoren anzustellen (s. z.B. Art. 11 Abs. 1 des Gesetzes vom 2. März 1999 über das Kantonsspital Freiburg; SGF 822.1.1). Dieses Vorschlagsrecht geht weiter als das bereits in Artikel 7 Abs. 2 Bst. g ASSG erwähnte Recht auf Stellungnahme.

Art. 18 und 19 (Auflösung des Dienstverhältnisses und Entschädigung bei Entlassung)

Diese Artikel werden aufgehoben. Für die Auflösung des Dienstverhältnisses und Entschädigung bei Entlassung aus wirtschaftlichen Gründen gelten künftig die Bestimmungen des StPG.

Art. 20 (Streitfälle)

Artikel 20 führt nach seinem neuen Wortlaut eine vorgängige Einsprache gegen die grundsätzlich vom Direktor getroffenen Entscheide über das Gehalt ein. Im Übrigen gelten die Bestimmungen des Gesetzes über die Verwaltungsrechtspflege.

Für Beschwerden gegen Entscheide der Organe des ASS, beispielsweise des Direktors, ist unmittelbar das Verwaltungsgericht zuständig (s. Art. 114 Abs. 1 Bst. b VRG).

Art. 20a (Personalkommission)

Ein neuer Artikel 20a ASSG ist vorgesehen, um der seit der Schaffung des Autonomiestatus bereits tätigen Personalkommission die entsprechende Grundlage zu geben. Diese Kommission hat im Wesentlichen eine Informations- und Beratungsaufgabe.

Wie für die Personalkommission der Anstalten von Bellechasse vorgesehen, wird das Reglement der Kommission vom Verwaltungsrat des ASS nach Anhören des Personals erlassen.

Art. 21 Abs. 3 (Ergänzendes Recht)

Die Bestimmung von Artikel 21 Abs. 3 ASSG fällt dahin, da das StPG das Disziplinarrecht aufgehoben hat.

Art. 2 Pensionskasse des Staatspersonals

Im Einvernehmen mit der Pensionskasse des Staates wird vorgeschlagen, das gegenwärtige System für die Aufnahme in die Pensionskasse mit einer systematischen ärztlichen Untersuchung abzuschaffen (s. Art. 43 bis 46 des Gesetzes vom 29. September 1993 über die Pensionskasse des Staatspersonals, SGF 122.73.1). Folgendes System wird vorgeschlagen: Vor der Anstellung wird die Mitarbeiterin oder der Mitarbeiter gebeten, einen Gesundheitsfragebogen auszufüllen, der der Pensionskasse zugestellt wird, die ihn allenfalls je nach Beantwortung der Fragen dem Vertrauensarzt vorlegen kann. Falls nötig kann dann eine ärztliche Untersuchung angeordnet werden. Diese Lösung ist flexibler, effizienter und billiger als eine systematische ärztliche Untersuchung. Die Artikel 43 und 44 Abs. 1 des Gesetzes über die Pensionskasse des Staatspersonals werden dementsprechend abgeändert.

Im Weiteren nimmt Artikel 47 des Gesetzes über die Pensionskasse des Staatspersonals für die Bestimmung des versicherten Höchstgehalts ausdrücklich auf Klasse 34 der Gehaltsskala Bezug. Es handelt sich dabei um die

derzeit höchste Klasse der Gehaltsskala. Die neue allgemeine Gehaltsskala wird aber höchstwahrscheinlich eine höhere Anzahl Klassen (36) umfassen. Deshalb muss diese Bestimmung angepasst werden, und zwar indem auf den Höchstbetrag der Gehaltsskala und nicht mehr auf eine bestimmte Klasse verwiesen wird. Damit sind sowohl die gegenwärtige als auch die beim Inkrafttreten des neuen Gehaltssystems vorherrschende Situation abgedeckt. Materiell gesehen führt diese Änderung zu einer Erhöhung des versicherten Höchstbetrages der Gehälter bei der Pensionskasse.

Da schliesslich Artikel 110 StPG die Lohnfortzahlung während 720 Tagen bei Arbeitsunfähigkeit wegen Krankheit oder Unfall garantiert, muss jedoch bestimmt werden, dass der Anspruch auf eine Invalidenpension, auch eine provisorische, nicht ab Beendigung des Taggeldanspruchs (das heisst ab dem 721. Tag), sondern in jedem Fall ab dem 361. Tag der Arbeitsunfähigkeit entsteht. Dass die Pensionskasse ab dem 361. Tag der Arbeitsunfähigkeit ihre Leistungen auszahlt, wie es gegenwärtig der Fall ist, ist dadurch gerechtfertigt, dass die Auszahlung der Pension ab dem 721. Tag zugleich zum Nachteil des Arbeitgebers Staat und der Mitarbeiterin oder des Mitarbeiters wäre (in einem solchen Fall wäre die Prämie der kollektiven Taggeldversicherung, zu deren Finanzierung die Mitarbeiterin oder der Mitarbeiter beiträgt, erheblich höher). Somit werden die Artikel 78 Abs. 1, 2. Satz, und 81 Abs. 2 des Gesetzes entsprechend geändert.

Art. 3 Gerichtsorganisation

Art. 19 (Mitarbeiter des Kantonsgerichts)

In Artikel 19 GOG soll künftig nicht mehr von Ernennung (künftig den Richtern vorbehalten), sondern von Anstellung die Rede sein. Das Kantonsgericht wird zur Anstellungsbehörde für die Gerichtsschreiber und anderen Mitarbeiter seiner Gerichtsschreiberei in Abweichung vom allgemeinen System (s. Vorbehalt von Art. 3 Abs. 6 StPG).

Art. 20 (Mitarbeiter der Bezirksgerichte und Friedensgerichte)

Artikel 20 GOG wird geändert. Künftig werden nur noch die nebenamtlichen Friedensgerichtsschreiber ernannt (alle vier Jahre vom Staatsrat). Anders als im allgemeinen System werden sie nicht von der Direktion angestellt, die für die Beziehungen mit den Gerichtsbehörden zuständig ist (s. Art. 3 Abs. 2 StPG). Die Gerichtsschreiber und anderen Mitarbeiter der Bezirksgerichtsschreibereien sowie die Friedensgerichtsschreiber werden hingegen nach der Gesetzgebung über das Staatspersonal angestellt, wenn sie Staatsmitarbeiter sind.

Art. 22, 25, usw.

Der Entwurf ersetzt in diesen Bestimmungen den Begriff «Beamter» durch «Mitarbeiter». Es handelt sich dabei um eine rein terminologische Anpassung.

Dazu ist zu bemerken, dass der Entwurf für die Richter und Mitarbeiter des Gerichtswesens (s. Art. 109 ff. GOG) an der im GOG vorgesehenen disziplinarischen Verantwortlichkeit festhält. Die Beibehaltung dieses Systems soll im Rahmen einer späteren Revision des GOG neu geprüft werden.

Art. 72 (Weibel)

Artikel 72 GOG über die Weibel fällt dahin. Für die Weibel gelten künftig die für die Mitarbeiter der Gerichtsschreiberei des Kantonsgerichts oder die Gerichtsschreiber der Bezirksgerichte geltenden Bestimmungen.

Art. 114^{ter} (Information der Anzeige erstattenden Person)
Am Schluss der Bestimmungen über die disziplinarische Verantwortlichkeit der Richter und Mitarbeiter des Gerichtswesens wird eine neue Bestimmung eingefügt, die sich an Artikel 112 Abs. 2 des Gesetzes über die Verwaltungsrechtspflege anlehnt. Sie leistet teilweise der Motion Jean-Jacques Collaud Folge, die vom Grossen Rat am 9. Mai 2001 erheblich erklärt wurde (Motion über die Mitteilung der Disziplinarscheide an den Kläger; s. TGR 2001, S. 694 ff.).

Art. 4 Beamte der Gerichtsbehörden, welche sich in der Unmöglichkeit befinden, ihre Amtspflichten zu erfüllen

Das Gesetz vom 21. Mai 1873 betreffend die Beamten der Gerichtsbehörden, welche sich in der Unmöglichkeit befinden, ihre Amtspflichten zu erfüllen, wird an sich beibehalten, aber nur für die Richter (vgl. Änderung des Titels und der Art. 1 und 2). Für die Gerichtsschreiber und übrigen Mitarbeiter der Gerichtsschreibereien gilt hingegen künftig das allgemeine System der Gesetzgebung über das Staatspersonal (s. Aufhebung von Art. 5 des Gesetzes). Ob dieses Gesetz beibehalten wird, soll bei der späteren Revision des Gesetzes über die Gerichtsorganisation nochmals geprüft werden.

Art. 5 Jugendstrafrechtspflege

Die Bestimmungen der Artikel 7 Abs. 2, 9 Abs. 1 und 27 Abs. 2 des Gesetzes über die Jugendstrafrechtspflege werden abgeändert. Die Gerichtsschreiber der Jugendstrafkammer sollen nämlich nach der Gesetzgebung über das Staatspersonal angestellt werden (s. Aufhebung von Art. 7 Abs. 2 des Gesetzes), und Artikel 9 Abs. 1 sowie 27 Abs. 2 müssen terminologisch angepasst werden.

Art. 6 Gemeinden

1. Überblick

1.1 Notwendigkeit der Revision

Die Gesetzgebung über das Staatspersonal gilt für alle Gemeinden, die kein eigenes Reglement erlassen haben, d.h. die grosse Mehrheit der Gemeinden. Die Bestimmungen des Gemeindegesetzes zum Personal (GG, Art. 69 bis 81), die für alle Gemeinden gelten, decken sich jedoch nicht mit den Bestimmungen des StPG. Das GG muss deshalb an das StPG angepasst werden. Die Unterschiede betreffen hauptsächlich den Beamtenstatus und das Disziplinarrecht. Ausserdem sollten die Bestimmungen des GG auf die Systematik überprüft werden.

1.2 Grundzüge der Revision

Wie in der Vernehmlassung von 1999 zum StPG gefordert wurde, orientiert sich die Revision für die Gemeinden am Status quo, d.h. das Gemeindepersonal untersteht in erster Linie den Bestimmungen der Gemeinden. Falls eine Gemeinde kein eigenes Reglement erlässt, ist jedoch die Gesetzgebung über das Staatspersonal anwendbar (subsidiäre Anwendung).

Die materiellen Änderungen ergeben sich aus dem Systemwechsel vom Gesetz über das Dienstverhältnis des Staatspersonals zum neuen StPG, da das GG ebenfalls vom alten Gesetz geprägt ist. Hier geht es darum, das

GG mit dem neuen StPG in Übereinstimmung zu bringen. So wird der Beamtenstatus auch auf Gemeindeebene abgeschafft. Die zwei obligatorischen Funktionen der Gemeinden, d.h. der Schreiber und der Kassier, werden dem öffentlichen Recht unterstellt. Das öffentlich-rechtliche Dienstverhältnis gilt für das gesamte Gemeindepersonal, sofern die Gemeinden nichts anderes bestimmen. Infolgedessen wird auch das kommunale Disziplinarrecht aufgehoben. Fehlen Bestimmungen auf Gemeindeebene, so kann die Verletzung der Dienstpflichten je nachdem, wie schwer wiegend sie ist, gemäss den Bestimmungen des Gesetzes über das Staatspersonal zu einer Änderung oder zur Beendigung des Dienstverhältnisses führen. Das Verfahren richtet sich nach den geltenden speziellen Bestimmungen (Art. 75 StPG).

1.3 Übergang vom alten zum neuen System

1.3.1 Gemeindereglemente

Für Gemeinden, die ein allgemeinverbindliches Personalreglement erlassen haben, ändert sich grundsätzlich nichts, denn das GG sieht weiterhin den Vorrang des Gemeinderechts vor, und die neuen Bestimmungen bringen den Gemeinden allgemein mehr Flexibilität.

Die bestehenden Reglemente müssten jedoch auf ihre Übereinstimmung mit den folgenden Punkten geprüft werden (vorbehaltlich des endgültigen Wortlauts dieses Entwurfs):

- Die Ausstandsgründe gelten künftig für das gesamte Personal. Daher müssen auf das alte System gestützte Gemeindereglemente angepasst werden, wenn sie vorsehen, dass diese Gründe nur für den Gemeindeschreiber gelten.
- Die in den Artikeln 36 bis 49 StPG vorgesehenen Kündigungsregeln gelten für den Schreiber und den Kassier unabhängig von einem allfälligen Gemeindereglement (vorgeschlagener Art. 77 Abs. 1, 2. Satz GG). Davon abweichende Gemeindebestimmungen müssen zur Wahrung der Rechtssicherheit angepasst werden.

Die Gemeinden können ausserdem ihre Reglemente natürlich an die neuen kantonalen Bestimmungen anpassen (z.B. durch die Abschaffung des allfälligen Beamtenstatus und Disziplinarrechts), was auch ratsam ist.

1.3.2 Dienstverhältnis

Gegenwärtig ist in Gemeinden, die kein eigenes Reglement über das Dienstverhältnis des Personals haben, das Gesetz über das Dienstverhältnis des Staatspersonals anwendbar (StPG, Art. 76 Abs. 2 GG im jetzigen Wortlaut). Mit dem Gesetzesentwurf wird auf das neue statt auf das alte StPG verwiesen. Das neue StPG enthält Übergangsbestimmungen für den Wechsel des Staatspersonals vom heutigen zum neuen System (Art. 134 bis 139 StPG). Das Übergangsrecht müsste daher auch für das Gemeindepersonal gelten, das subsidiär dem kantonalen Recht unterstellt ist.

Das StPG enthält neu auch Bestimmungen über die Entlohnung. Sie treten jedoch nicht zur gleichen Zeit in Kraft wie das Dienstverhältnis im engeren Sinne. Für Gemeinden ohne eigenes Reglement bedeutet die subsidiäre Anwendung dieses Systems ausserdem, dass das bisherige Gehaltssystem bis zum Inkrafttreten der entsprechenden Bestimmungen des StPG unverändert anwendbar bleibt (s. auch den letzten Absatz des Kommentars zu Artikel 70).

2. Vernehmlassungsverfahren von Ende Mai bis Mitte Juli 2002

Die Vernehmlassung zu Artikel 6 des Vorentwurfs des Gesetzes zur Anpassung der kantonalen Gesetzgebung an das StPG (Bestimmungen des Gemeindegesetzes) fand vom 30. Mai bis zum 15. Juli 2002 statt. An der Vernehmlassung nahmen insbesondere alle Gemeinden (223) und alle Gemeindeverbände (85) teil.

Von den 344 Befragten schickten 76 dem Gemeindedepartement eine Antwort zurück, was einer Rücklaufquote von 22 % entspricht.

Insgesamt sind die Reaktionen positiv. In keiner Antwort wird der Entwurf abgelehnt oder die Ausrichtung des Entwurfs, d.h. die Ausrichtung am Status quo, in Frage gestellt.

Die eingegangenen Bemerkungen betreffen die folgenden Punkte:

- Die Form der Gemeindeerlasse mit Bestimmungen über das Gemeindepersonal wird in Frage gestellt, eine Richtlinie des Gemeinderats müsste genügen.
- Die Gemeinden müssten die Möglichkeit haben, alle Funktionen dem Privatrecht zu unterstellen, auch wenn einige grundlegende Bestimmungen beibehalten werden müssten (z.B. über die Kündigung).
- Die Wohnsitzpflicht und die Pflicht, Kantonsbürger zu sein, sollten in den Gemeinden nicht beibehalten werden müssen (bzw. die Gemeinden sollen nicht gezwungen sein, nur wegen eines dieser beiden Punkte ein Reglement zu erlassen).
- Die Regeln über die Entlohnung (Quelle, Befugnisse) müssen näher bestimmt werden.
- Der Ausstandsgrund des VRG in Bezug auf die allgemeine Unparteilichkeit («andere ernsthafte Gründe, die Zweifel an der Unparteilichkeit der Person aufkommen lassen können») müsste eingeführt werden.
- In einigen Antworten wird eine allgemeine Modernisierung der Artikel über den Schreiber und den Kassier gefordert (Bezeichnungen, Pflichtenhefte usw.).
- Artikel 81 über die Ausbildung gibt zu mehr Bemerkungen Anlass. In vielen Antworten wird die Bedeutung der Ausbildung unterstrichen und der Wunsch geäußert, dass der Staat in diesem Bereich eine stärkere Rolle übernimmt.

Die Antworten auf diese Bemerkungen sind in den Kommentaren zu den einzelnen Artikeln zu finden.

Die Anzahl Antworten, in denen angegeben wird, der Entwurf erfordere keine besonderen Bemerkungen, ist relativ hoch: 38 von insgesamt 76 Antworten, d.h. 50 %. Manchmal lässt sich jedoch aus den Antworten herauslesen, dass die Befragten fälschlicherweise annehmen, der Entwurf betreffe sie nicht («Wir haben nur Teilzeitpersonal», «Wir haben keine Gemeindeangestellten», «Unser Personal [der Gemeindeverbände] ist administrativ der Gemeinde X angegliedert», «Unser Personal untersteht dem kantonalen Recht» usw.).

Aus manchen Antworten geht hervor, dass dieser relativ komplexe Bereich den Gemeinden einige Schwierigkeiten bereitet (trotz der subsidiären Anwendung des kantonalen Rechts). Einige Gemeinden geben an, ein Reglement zu haben, das von der Gemeindeversammlung aber nicht verabschiedet wurde.

Manche Gemeinden sind der Ansicht, das kantonale System sei für die Gemeindeangestellten nicht geeignet,

und schreiben, dass sie ihrer Gemeindeversammlung ein Personalreglement unterbreiten werden.

3. Kommentar zu den einzelnen Artikeln

Art. 69

Der neue Wortlaut von Artikel 69 legt fest, wer zum Gemeindepersonal gehört (Definition übernommen aus dem neuen StPG, Art. 2). Die Absätze 2 und 3 betreffen Funktionen oder Bereiche, die aus dem Geltungsbereich ausgeschlossen sind.

Art. 70

Der neue Wortlaut übernimmt grundsätzlich den geltenden Artikel 76 GG und verweist auf die subsidiäre Anwendung des neuen StPG.

In Bezug auf die Bestimmungen über das Gemeindepersonal gilt rechtlich also Folgendes: Die Gemeinden sind in diesem Bereich autonom. Sie können ihre Autonomie ausüben,

- indem sie ihr eigenes allgemeinverbindliches Gemeindereglement erlassen oder
- indem sie das StPG sinngemäss anwenden.

Die Bestimmungen des III. Kapitels des Gesetzes über die Gemeinden sind jedoch auf alle Gemeinden und ihr Personal anwendbar. Die Gemeindereglemente dürfen nicht davon abweichen.

Obwohl heute nur fünf Gemeinden ein allgemeinverbindliches Personalreglement haben, sieht der Entwurf die Beibehaltung der bestehenden Regelung vor, wonach das Dienstverhältnis des Kantonspersonals nur auf die Gemeinden anwendbar ist, wenn kein Gemeindereglement besteht.

Gemeinden, die das Dienstverhältnis ihres Personals selbst regeln wollen, müssen die wichtigsten Punkte in einem allgemeinverbindlichen Reglement vorsehen. Der Gemeinderat ist für die Regelung der Detailfragen zuständig. Diese Befugnisabgrenzung entspricht der bestehenden Aufteilung auf Kantonsebene (StPG-StPR/andere Ausführungserlasse). Das Dienstverhältnis des Gemeindepersonals wird durch allgemeinverbindliche Normen geregelt, die gemäss Artikel 10 Abs. 1 Bst. f GG Gegenstand eines allgemeinverbindlichen Reglements sein und von der Gemeindelegislative verabschiedet werden müssen.

In der Vernehmlassung wurde gefordert, dass Angestellte, die nur einige Stunden oder für eine kurze Zeit arbeiten, berücksichtigt werden. Auf Kantonsebene gelten die Artikel 2 Abs. 4 StPG und 31 StPR (in die Vernehmlassung gegebene Fassung) für dieses Personal. Dieses System gilt demnach auch für die Gemeinden, ausser wenn ein Gemeindereglement etwas anderes vorsieht. In dieser Hinsicht reicht der vorgeschlagene Artikel 69 Abs. 2 aus, und eine besondere Bestimmung ist nicht erforderlich.

Aus dem StPG ausgeschlossen (d.h. nicht auf die Gemeinden anwendbar) sind die Bestimmungen über die Personalpolitik, die Organisation, die Führungsinstrumente und die Rechtsmittel (dieser Bereich richtet sich nach einem besonderen Kapitel des GG [Art. 153 ff.]). In manchen Antworten wurde verlangt, dass die Regeln über das Gehaltssystem auch aus dem Geltungsbereich ausgeschlossen werden. Nach geltendem Recht jedoch gilt das kantonale Gehaltssystem subsidiär bereits für die Gemeinden (Art. 30 ff. StPG). Würde diese Verbindung aufgehoben, entstünde in den meisten Freiburger

Gemeinden eine Gesetzeslücke, die diese mit einem Gemeindereglement füllen müssten. Die vorgeschlagene Lösung gibt den Gemeinden dagegen die Möglichkeit, in einem Reglement abweichende Bestimmungen zu erlassen.

Art. 71

Diese Bestimmung übernimmt den geltenden Artikel 69 Abs. 3, wobei die Begriffe «Beamter» und «Angestellter» durch «Mitarbeiter» ersetzt wurden. Diese Terminologie entspricht derjenigen, die für das Staatspersonal verwendet wird.

Es gelten die gleichen Ausnahmen vom Grundsatz der Ausschreibung wie für das Staatspersonal (Art. 25 StPG; Art. 15 StPR, in die Vernehmlassung gegebene Fassung).

Art. 72

Die Begriffe «Beamten» und «Angestellte» wurden durch «Mitarbeiter» ersetzt.

Art. 73

Diese Bestimmung übernimmt den geltenden Artikel 79, wobei der Geltungsbereich auf das gesamte Gemeindepersonal ausgedehnt wird (der jetzige Artikel 79 bezieht sich nur auf den Gemeindeschreiber), wie dies beim Staatspersonal der Fall ist (s. Art. 70 StPG).

Im Entwurf werden die gleichen Ausstandsgründe genannt, die auch für die Mitglieder des Gemeinderats gelten. Es scheint nicht sinnvoll, diese Gründe nur für das Personal zu erweitern. In einer Stellungnahme wurde vorgeschlagen, die Liste mit «andere ernsthafte Gründe, die Zweifel an der Unparteilichkeit der Person aufkommen lassen können» zu ergänzen, vgl. Art. 21 Abs. 1 Bst. f des Gesetzes über die Verwaltungspflege (VRG, SGF 150.1; gemäss Artikel 26 VRG richtet sich der Ausstand der Gemeindebehörden und ihrer Amtsträger jedoch nicht nach diesem Gesetz).

Art. 75

Dieser Artikel über das Disziplinarrecht wird aufgehoben.

Art. 76

Das geltende GG sieht implizit vor, dass die Beamten in einem öffentlich-rechtlichen Dienstverhältnis stehen, denn die Gemeinden können nur bei den Angestellten zwischen dem öffentlichen Recht und dem Privatrecht wählen, wobei das öffentliche Recht subsidiär zur Anwendung kommt (geltende Art. 70 und 71). Die beiden obligatorischen Funktionen der Gemeinden sind bereits heute der Sekretär und der Kassier.

Da die Unterscheidung zwischen Beamten und Angestellten wegfällt, kann die Anwendung eines allfälligen öffentlich-rechtlichen Dienstverhältnisses nicht auf dieser Grundlage festgelegt werden. Um möglichst beim geltenden System zu bleiben, muss daher vorgesehen werden, dass die Stelle des Gemeindeschreibers und des Gemeinkassiers obligatorisch (Art. 76 Abs. 1) und dem öffentlichen Recht unterstellt ist (Art. 77 Abs. 1; siehe unten).

In manchen Stellungnahmen wurde verlangt, dass die Funktion des Schreibers und des Kassiers von Grund auf überdacht wird, um sie zu modernisieren und an die neuen Anforderungen anzupassen. Diese Forderung kann jedoch einerseits nicht im Rahmen eines Anpassungsgesetzes erfüllt werden, und andererseits sind die Gemeinden in diesem Bereich relativ autonom und können den örtlichen Besonderheiten entsprechende Regelungen erlassen.

Wie in einigen Bemerkungen vorgeschlagen, wurde die Bezeichnung des Schreibers und des Kassiers mit der weiblichen Form ergänzt.

Absatz 2 von Artikel 76 übernimmt den Grundsatz von Artikel 16 StPG, verlangt jedoch keinen elektronischen Stellenplan. Die anderen Führungsinstrumente auf Kantonsebene werden im Übrigen beim Verweis auf die subsidiäre Anwendung (s. Art. 70 Abs. 2 des Entwurfs) ausgeschlossen).

Art. 77 Abs. 1

Gemäss der Forderung, die in mehreren Antworten gestellt wurde, müssen der Gemeindeschreiber und der Gemeinkassier nicht mehr unbedingt im Kanton wohnhaft und Aktivbürger sein. Genauer bedeutet dies, dass die Gemeinden durch die Aufhebung dieses Absatzes – Absatz 1 des Vorentwurfs – kein Reglement mit abweichenden Bestimmungen mehr erlassen müssen.

Der Entwurf enthält weiterhin den Grundsatz, wonach die Stelle des Schreibers und des Kassiers unter das öffentliche Recht fällt. Diese Regelung scheint der Mitwirkung bei der Ausübung der öffentlichen Gewalt angemessener und bietet einen besseren Schutz für diese Mitarbeiter als das Privatrecht (siehe in diesem Zusammenhang auch den unten erläuterten Vorschlag, die Kündigungsregeln des kantonalen Systems zu übernehmen). Entgegen der Forderung, die in der Vernehmlassung geäußert wurde, kann die Stelle des Schreibers und des Kassiers nicht dem Privatrecht unterstellt werden, weil diese wie bereits gesagt bei der Ausübung der öffentlichen Gewalt auf lokaler Ebene mitwirken.

Die Kündigungsbestimmungen sind bei jedem Personalstatut ein wichtiger Punkt. Der im 2. Satz von Absatz 1 verankerte Verweis auf die einschlägigen Artikel des StPG ist ein entscheidendes Element des öffentlich-rechtlichen Dienstverhältnisses der Gemeinden. Die Gemeinden können für den Schreiber und den Kassier kein abweichendes Reglement erlassen.

Art. 79

In dieser Hinsicht wird auf den Kommentar zu Artikel 73 verwiesen. Dieser Artikel wurde verschoben, weil der Ausstand nicht nur den Gemeindeschreiber, sondern das gesamte Personal betrifft.

Art. 81

Die Ausbildung betrifft unmittelbar die Sozialpartner bzw. die einzelnen Arbeitgeber und Mitarbeiter. Artikel 81 behandelt jedoch zusätzlich die Rolle des Staats in diesem Bereich. Der neue Wortlaut des Artikels unterstreicht die subsidiäre Rolle des Staats, die dieser unter Berücksichtigung der Befugnisse der Partner auf Gemeindeebene wahrnimmt.

Zahlreiche der eingegangenen Bemerkungen betrafen diesen Artikel. Manche der Befragten meinten, der Staat müsse eine stärkere Rolle spielen und in erster Linie mit den Gemeinden zusammenarbeiten. Die Berufs- und Weiterbildung stützt sich jedoch im Allgemeinen auf die Eigenverantwortung, in diesem Fall auf die Eigenverantwortung des Arbeitnehmers und des Arbeitgebers. Weiter haben die verschiedenen Vereinigungen, d.h. die Personalverbände und die Arbeitgeberverbände und in diesem Fall der Freiburger Gemeindeverband, einen Beitrag zu leisten.

Die subsidiäre Rolle des Staats verhindert nicht, dass die Dienststellen des Staats in besonderen Bereichen tätig werden und ihren finanziellen und personellen Möglichkeiten entsprechend Ausbildungskurse anbieten. Es gab bereits solche Massnahmen, zum Beispiel im Rahmen

eines Pilotprojekts für die Ausbildung im Bereich des Bauwesens oder eines interkantonalen Ausbildungsprojekts für Gemeindeverwalter. Ausserdem steht das Weiterbildungsangebot für das Staatspersonal seit Ende 2001 auch Teilnehmern aus den Gemeinden offen.

Infolge einer speziellen Forderung der ständigen beratenden Kommission für Personalfragen im Rahmen der Vernehmlassung kündigt der Staatsrat an, dass er dem Grosse Rat demnächst die Schaffung einer öffentlich-rechtlichen Stiftung für die Ausbildung des Staatspersonals beantragen wird. Diese Stiftung wird dem Arbeitgeber Staat die Möglichkeit geben, Synergien mit anderen Ausbildungszentren auszuschöpfen und den Anforderungen vor allem der Gemeinden in diesem Bereich zu entsprechen.

Art. 123^{bis} Abs. 4, 2. Satz

Der Verweis auf «Absatz 2 dieser Bestimmung» hätte bei der Totalrevision des Gesetzes über die Ausübung der bürgerlichen Rechte angepasst werden müssen. Die korrigierte Fassung gibt direkt an, dass es sich um die Frist für die Unterschriftensammlung bei einem Referendumsbegehren gegen einen Ausgabenentscheid eines Gemeindeverbands handelt, d.h. 60 Tage.

Art. 7 Organisation des Verwaltungsgerichts

Artikel 14 Abs. 1 des Gesetzes über die Organisation des Verwaltungsgerichts wird im Entwurf in dem Sinne angepasst, dass nicht mehr von «Ernennung» der Gerichtsschreiber und des Kanzleipersonals die Rede ist. Der Entwurf hält am speziell für diese Personen geltenden Disziplinarrecht fest (s. Art. 14. Abs. 3 des Gesetzes), wie dies für die Mitarbeiter des Gerichtswesens der Fall ist (s. Art. 109 ff. GOG).

Art. 8 Einführung des Bundesgesetzes über Schuldbetreibung und Konkurs

Das Gesetz betreffend Einführung des Bundesgesetzes über Schuldbetreibung und Konkurs wird in mehr als einer Hinsicht geändert. Die Bestimmungen der Artikel 3 und 5 werden in einen neuen Artikel zusammengefasst (s. Art. 3 wie vorgeschlagen), der die Anstellung der Vorsteher und Mitarbeiter der Ämter regelt. Artikel 6 soll in terminologischer Hinsicht geändert werden. Artikel 17 Abs. 1, 2. Satz, enthält Bestimmungen, die aufgehoben werden müssen, da die Gesetzgebung über das Staatspersonal keine Disziplargewalt des Staatsrats mehr vorsieht.

Bei dieser Gelegenheit werden gleich auch eine Reihe von Artikeln aufgehoben, die obsolete Bestimmungen enthalten (s. Art. 4, 7, 8, 10, 11 und 12).

Art. 9 Anstalten von Bellechasse

Der Entwurf hebt Artikel 23 des Gesetzes über die Anstalten von Bellechasse (ABelG) auf. Der Rechtsschutz der Staatsmitarbeiter ist jetzt allgemein in Artikel 127 StPG geregelt.

Am speziellen Disziplinarrecht nach Artikel 20 ABelG wird festgehalten. Somit ist der Direktor der Anstalten von Bellechasse weiterhin befugt, nach einem einfachen Verfahren harmlose Verstösse der mit Polizeigewalt ausgestatteten Beamten gegen die Dienstpflichten zu ahnden.

Art. 10 Schulgesetz

Die beantragten Änderungen des Schulgesetzes berücksichtigen die Bestimmungen des StPG, die die Ernennung

und die Amtsperiode aufheben sowie die Bestimmungen über die Anstellungsbefugnis der Direktionen und Bestimmungen über den Zeitpunkt des Rücktritts und die Kündigungsfristen. Das Anstellungsverfahren für Lehrpersonal für eine bestimmte Dauer oder für eine Stellvertretung wird ebenfalls geändert (keine Stellungnahme der Schulbehörden und Zustimmung des Erziehungsdepartementes mehr).

Art. 11 Freie öffentliche Schulen

Artikel 116 Abs. 2 des Gesetzes vom 17. Mai 1884 über das Primarschulwesen wird dahingehend geändert, dass nicht mehr von Ernennung die Rede ist.

Art. 12 Mittelschulunterricht

Für die beantragten Änderungen des Gesetzes vom 11. April 1991 über den Mittelschulunterricht gelten die gleichen Bemerkungen wie oben zu Änderungsartikel 10.

Art. 13 Pädagogische Hochschule

Für die beantragten Änderungen des Gesetzes vom 4. Oktober 1999 über die Pädagogische Hochschule (PHG) gelten die gleichen Bemerkungen wie oben zu Änderungsartikel 10. Gemäss Artikel 36 PHG in seiner geänderten Form wird die Rektorin oder der Rektor von der Direktion bezeichnet, deren Entscheid vom Staatsrat genehmigt werden muss (gleiches Anstellungsverfahren wie in Art. 8 Bst. d StPG für die übrigen höheren Kader vorgesehen). Die folgenden Spezialbestimmungen weichen vom StPG ab: Die Rektorin oder der Rektor wird für vier Jahre bezeichnet, wobei das Mandat einmal verlängert werden kann. Genauso werden Abteilungsleiterinnen und -leiter für vier Jahre bezeichnet, ihr Mandat ist zweimal verlängerbar, und für die amtierende Rektorin oder den amtierenden Rektor ist ein viertes Mandat zulässig.

Art. 14 Universität

Die in den Artikeln 17 und 19 Abs. 2 beantragten Änderungen berücksichtigen die Abschaffung der Ernennung und die mit dem StPG eingeführten neuen Anstellungsbefugnisse. Artikel 19 Abs. 1, der den Rücktritt mit 70 Jahren ermöglicht (Beibehaltung der geltenden Regelung), stellt eine Abweichung dar punkto Höchstalter für die Pensionierung, das der Vorentwurf des Ausführungsreglements zum StPG in Anwendung von Artikel 51 Abs. 2 StPG wie bisher bei 65 Jahren festzulegen vorschlägt.

Art. 15 Kulturelle Institutionen des Staates

Artikel 35 Abs. 1 des Gesetzes vom 2. Oktober 1991 über die kulturellen Institutionen des Staates, der das Dienstverhältnis von Lehrpersonal am Konservatorium regelt, wenn die Anzahl der Unterrichtsstunden aufgrund einer Abnahme der Schülerzahl zurückgeht, wird wie folgt an das StPG angepasst: Es ist nicht mehr von Ernennung und Amtsperiode die Rede. Ausserdem wird in Analogie zu Artikel 126 Abs. 3 des StPG-Entwurfs (in der in die Vernehmlassung geschickten Fassung) die strikte Beibehaltung der Unterrichtsstunden angesprochen. Und schliesslich wird einer am Konservatorium bereits geläufigen Praxis eine Rechtsgrundlage gegeben, indem in Absatz 1 beigefügt werden soll, dass die Direktion des Konservatoriums dafür sorgen muss, dass dem Lehrer, dessen

Schülerzahl infolge von vorzeitigen Austritten zurückgeht, vorrangig soweit möglich die neu für sein Fach angemeldeten Schüler zugeteilt werden. Absatz 2 (neu) regelt einen in der geltenden Gesetzgebung nicht berücksichtigten Fall. Dieser Absatz sieht eine Gehaltsgarantie während drei Monaten vor, falls die Anzahl der Schüler innerhalb eines Schuljahres abnimmt. Die Änderung von Artikel 37 besteht in einer rein terminologischen Anpassung an das StPG (Begriff des Rücktritts) und einer materiellen Änderung: Der Rücktritt wird auf das Ende des Schuljahres und nicht mehr auf das Ende eines Semesters erklärt.

Art. 16 Kantonspolizei

Der Entwurf hebt Artikel 27 des Gesetzes über die Kantonspolizei (PolG) auf, da der Rechtsschutz der Staatsmitarbeiter nun allgemein in Artikel 127 StPG geregelt ist. Ausserdem wird Artikel 25 PolG geändert. Im neuen System ist der Polizeidirektor nicht mehr für Disziplinar-massnahmen zuständig. Weiter dafür zuständig ist jedoch der Kommandant der Kantonspolizei. In dieser Hinsicht hält der Entwurf am vereinfachten Disziplinarverfahren fest, das es dem Kommandanten erlaubt, harmlose Verstösse von Polizeibeamten gegen die Dienstpflichten zu ahnden.

Der Entwurf passt Artikel 18 Abs. 1 PolG an, indem er die Befugnis des Staatsrats für die Anstellung des Polizeikommandanten und der Polizeioffiziere festschreibt; die übrigen Polizeibeamten werden von der SJD angestellt. Diese Lösung rechtfertigt sich hinsichtlich der ausgeübten Funktionen, in Abweichung von Artikel 8 Bst. c StPG. Absatz 2 von Artikel 18 wird aufgrund der Abkehr vom Ernennungssystem angepasst.

Art. 17 Gebäudeversicherung

Art. 15 (Der Direktor)

Artikel 15 Abs. 1 wird aufgrund der Abkehr vom Ernennungssystem angepasst. Absatz 2 von Artikel 15 wird aufgehoben, weil im StPG keine Pflicht für gewisse Beamte mehr besteht, Sicherheiten zu leisten. Für den Direktor der KGVA und seinen Adjunkten ist diese Pflicht ohnehin hinfällig geworden.

Art. 18 (Dienstverhältnis)

Artikel 18 Abs. 1 wird angepasst, um jeglichen Hinweis auf eine Ernennung zu streichen. In Absatz 2 wird eine Bestimmung aufgenommen, wonach der Verwaltungsrat der KGVA aus betrieblichen Gründen reglementarische Bestimmungen erlassen kann, die von denjenigen des Staatsrates abweichen. Diese Bestimmung ermöglicht eine gewisse Flexibilität in der Personalbewirtschaftung. Der Entwurf übernimmt hier das beim ASS geltende System (s. Art. 21 Abs. 2 ASSG). So könnte die KGVA beispielsweise Mitarbeiter zur Bewältigung grosser Schadenfälle anstellen (z.B. Sturm Lothar), ohne durch den Staatspersonalbestand gebunden zu sein.

Art. 20 Bst. c (Befugnisse des Staatsrates)

Artikel 20 Bst. c wird an das neue System angepasst. Nur die Verwaltungsratsmitglieder werden vom Staatsrat ernannt.

Art. 18 Krankenpflegeschule

Artikel 10 Abs. 3 Bst. c des Gesetzes vom 21. Juni 1994 über die Krankenpflegeschule (KPSG) wird dahingehend geändert, dass nicht mehr von Ernennung die Rede ist.

Art. 19 Kantonsspital

Die für die Artikel 9, 14 und 17 vorgeschlagenen Änderungen tragen der Aufhebung der Ernennung und den Anstellungsbefugnissen nach StPG Rechnung. Artikel 14 Abs. 2 schreibt auch die dem Verwaltungsrat übertragene Zuständigkeit für die Anstellung der stellvertretenden Ärzte und der Belegärzte fest, eine Frage, die im Gesetz vom 2. März 1999 über das Kantonsspital nicht geregelt worden war. Artikel 9 Abs. 2 Bst. f ist entsprechend den Änderungen von Artikel 14 und 17 ebenfalls abgeändert worden.

Art. 20 Ausführungsgesetz zum Bundesgesetz über die AHV und zum Bundesgesetz über die IV

Artikel 4 (Artikelüberschrift und Absatz 1) wird in dem Sinne geändert, dass nicht mehr von Ernennung die Rede ist.

Art. 21 Wald und Schutz vor Naturereignissen

Da der Rechtsschutz in Artikel 127 StPG geregelt ist, ist Artikel 16 aufzuheben, der diesen Rechtsschutz vorsah.

Art. 22 Jagd sowie Schutz wild lebender Säugetiere und Vögel und ihrer Lebensräume

Da der Rechtsschutz in Artikel 127 StPG geregelt ist, ist Artikel 50 aufzuheben, der diesen Rechtsschutz vorsah, und dieser Begriff in Artikel 52 zu streichen.

Art. 23 Fischerei

Da der Rechtsschutz in Artikel 127 StPG geregelt ist, ist Artikel 44^{bis} aufzuheben, der diesen Rechtsschutz vorsah.

Art. 24 Vollzug und Inkrafttreten

Da die Bestimmungen des StPG über das neue Dienstverhältnis am 1. Januar 2003 in Kraft gesetzt werden, muss das Anpassungsgesetz an das StPG (Dienstverhältnis) ebenfalls an diesem Datum in Kraft treten.

Loi

du

**portant adaptation de la législation cantonale à la LPers
(statut du personnel)**

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu la loi du 17 octobre 2001 sur le personnel de l'Etat (LPers);
Vu le message du Conseil d'Etat du 8 octobre 2002;
Sur la proposition de cette autorité,

Décète:

CHAPITRE PREMIER

Modification du droit antérieur

Art. 1 Office de la circulation et de la navigation

La loi du 7 mai 1996 sur l'Office de la circulation et de la navigation (LOCN; RSF 122.23.7) est modifiée comme il suit:

Art. 9 al. 1

¹ Le directeur est engagé par le Conseil d'Etat, sur la proposition du conseil d'administration.

Art. 18 et 19

Abrogés

Art. 20 Contentieux

¹ Les décisions prises par l'Office à l'égard d'un collaborateur peuvent faire l'objet d'un recours au Tribunal administratif conformément au code de procédure et de juridiction administrative.

Gesetz

vom

**zur Anpassung der kantonalen Gesetzgebung an das StPG
(Dienstverhältnis)**

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf das Gesetz vom 17. Oktober 2001 über das Staatspersonal (StPG);
nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrats vom 8. Oktober 2002;
auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

1. KAPITEL

Änderung bisherigen Rechts

Art. 1 Amt für Strassenverkehr und Schifffahrt

Das Gesetz vom 7. Mai 1996 über das Amt für Strassenverkehr und Schifffahrt (ASSG; SGF 122.23.7) wird wie folgt geändert:

Art. 9 Abs. 1

¹ Der Direktor wird vom Staatsrat auf Antrag des Verwaltungsrats angestellt.

Art. 18 und 19

Aufgehoben

Art. 20 Streitfälle

¹ Die vom Amt gegenüber einem Mitarbeiter getroffenen Entscheide können gemäss Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege mit einer Beschwerde an das Verwaltungsgericht angefochten werden.

² Toutefois, les décisions concernant la rémunération sont soumises à réclamation préalable auprès de l'autorité qui a rendu la décision.

Art. 20a (nouveau) Commission du personnel

¹ La commission du personnel est chargée de représenter le personnel de l'Office auprès de la direction. Elle collabore à l'information et à la consultation du personnel.

² Les membres de la commission du personnel sont élus par l'ensemble du personnel de l'Office.

³ Le règlement de la commission du personnel est établi par le conseil d'administration, après consultation du personnel de l'Office.

Art. 21 al. 3

Abrogé

Art. 2 Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat

La loi du 29 septembre 1993 sur la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat (RSF 122.73.1) est modifiée comme il suit:

Art. 43 Questionnaire et examen médical d'admission
a) Obligation

¹ Tout nouvel assuré dans le régime de pensions est dans l'obligation de remplir, avant son admission dans ce régime, un questionnaire médical d'admission. Il en va de même des nouveaux assurés qui, sans changer d'employeur, sont admis collectivement à la Caisse, les réserves médicales existant auprès de l'ancien assureur étant réservées.

² L'autorité d'engagement remet à l'assuré le questionnaire médical d'admission officiel.

³ Le questionnaire médical d'admission est rempli par l'assuré qui le transmet au médecin-conseil. Celui-ci peut, au besoin, ordonner un examen médical d'admission.

⁴ L'examen peut être effectué par un médecin généraliste, un interniste ou un chirurgien autorisé à pratiquer de façon indépendante dans le canton de Fribourg. Le médecin-conseil peut accorder des dérogations.

⁵ Le médecin examinateur remet au médecin-conseil le certificat dûment rempli.

² Entschiede über das Gehalt können jedoch zuvor mit einer Einsprache an die Behörde angefochten werden, die den Entscheid getroffen hat.

Art. 20a (neu) Personalkommission

¹ Die Personalkommission hat die Aufgabe, das Personal des Amtes gegenüber der Direktion zu vertreten. Sie wirkt bei der Information und der Anhörung des Personals mit.

² Die Mitglieder der Personalkommission werden vom gesamten Personal des Amtes gewählt.

³ Das Reglement der Personalkommission wird vom Verwaltungsrat nach Anhören des Personals des Amtes erlassen.

Art. 21 Abs. 3

Aufgehoben

Art. 2 Pensionskasse des Staatspersonals

Das Gesetz vom 29. September 1993 über die Pensionskasse des Staatspersonals (PKG; SGF 122.73.1) wird wie folgt geändert:

Art. 43 Gesundheitsfragebogen und ärztliche Eintrittsuntersuchung
a) Verpflichtung

¹ Wer neu in der Pensions-Vorsorgeregung versichert werden soll, muss vor der Aufnahme einen Gesundheitsfragebogen ausfüllen. Dies gilt auch für die neuen Versicherten, die, ohne den Arbeitgeber zu wechseln, kollektiv in die Kasse aufgenommen werden; allfällige gesundheitliche Vorbehalte des vorherigen Versicherers werden übernommen.

² Die Anstellungsbehörde stellt dem Versicherten den amtlichen Gesundheitsfragebogen zu.

³ Der Gesundheitsfragebogen ist vom Versicherten auszufüllen und dem Vertrauensarzt zu übergeben. Dieser kann falls nötig eine ärztliche Eintrittsuntersuchung anordnen.

⁴ Die Untersuchung kann durch einen Allgemeinpraktiker, einen Internisten oder einen Chirurgen erfolgen, der ermächtigt ist, im Kanton Freiburg als selbständiger Arzt eine Praxis zu führen. Der Vertrauensarzt kann Ausnahmen gestatten.

⁵ Der mit der Untersuchung betraute Arzt stellt das vollständig ausgefüllte Zeugnis dem Vertrauensarzt zu.

Art. 44 al. 1

¹ Sur la base du questionnaire médical ou de l'examen médical d'admission, le médecin-conseil apprécie l'état de santé de l'assuré ainsi que sa capacité d'exercer l'activité prévue. Il communique son appréciation à celui-ci, à l'employeur et à la Caisse.

Art. 47 al. 3

³ Le salaire déterminant AVS est pris en compte jusqu'à concurrence du traitement maximal de l'échelle générale des traitements de l'Etat, augmenté du treizième salaire mensuel.

Art. 78 al. 1, 2^e phr.

¹ (...). Toutefois, la pension est versée au plus tôt dès le mois qui suit la fin du droit au salaire entier ou à des assurances d'indemnités journalières en cas de maladie ou d'accident conclus par l'employeur, mais au plus tard dès le 361^e jour d'incapacité de travail.

Art. 81 al. 2

² La pension provisoire est versée au plus tôt dès la fin du droit au salaire entier ou à des assurances d'indemnités journalières en cas de maladie ou d'accident conclus par l'employeur, mais au plus tard dès le 361^e jour d'incapacité de travail.

Art. 3 Organisation judiciaire

La loi du 22 novembre 1949 d'organisation judiciaire (RSF 131.0.1) est modifiée comme il suit:

Remplacement de termes

1. Remplacer «fonctionnaire(s)» par «collaborateur(s)» dans les dispositions suivantes:

Art. 22 (ne concerne que le texte français)

Art. 25 titre médian et al. 1 et 2

Art. 47 let. e

Art. 48 let. c

Art. 49 let. e

Art. 50 let. d

Art. 51 let. c

Art. 52 al. 2 (ne concerne que le texte français)

Art. 44 Abs. 1

¹ Der Vertrauensarzt beurteilt anhand des Gesundheitsfragebogens oder der ärztlichen Eintrittsuntersuchung den Gesundheitszustand des Versicherten und dessen Fähigkeit, die vorgesehene Tätigkeit auszuüben. Er teilt seine Beurteilung dem Versicherten, dem Arbeitgeber und der Pensionskasse mit.

Art. 47 Abs. 3

³ Der in Betracht gezogene massgebende AHV-Lohn wird bis zum Höchstbetrag der allgemeinen Gehaltsskala des Staates, erhöht um das dreizehnte Monatsgehalt, berücksichtigt.

Art. 78 Abs. 1, 2. Satz

¹ (...). Die Pension wird jedoch frühestens ab dem Monat bezahlt, der dem Ende des Anspruchs auf den vollen Lohn folgt, bzw. bei Krankheit oder Unfall, für die der Arbeitgeber eine Taggeldversicherung abgeschlossen hat, nach Ablauf dieser Versicherungsleistungen, spätestens jedoch ab dem 361. Tag der Arbeitsunfähigkeit.

Art. 81 Abs. 2

² Die provisorische Pension wird frühestens ab Beendigung des Anspruchs auf den vollen Lohn ausbezahlt bzw. bei Krankheit oder Unfall, für die der Arbeitgeber eine Taggeldversicherung abgeschlossen hat, nach Ablauf dieser Versicherungsleistungen, spätestens jedoch ab dem 361. Tag der Arbeitsunfähigkeit.

Art. 3 Gerichtsorganisation

Das Gesetz vom 22. November 1949 über die Gerichtsorganisation (SGF 131.0.1) wird wie folgt geändert:

Ersetzung von Ausdrücken

1. Den Ausdruck «Beamte», «Beamter» bzw. «Beamten» in folgenden Bestimmungen durch «Mitarbeiter» ersetzen:

Art. 22 (betrifft nur den französischen Text)

Art. 25 Artikelüberschrift und Abs. 1 und 2

Art. 47 Bst. e

Art. 48 Bst. c

Art. 49 Bst. e

Art. 50 Bst. d

Art. 51 Bst. c

Art. 52 Abs. 2 (betrifft nur den französischen Text)

- Art. 53, phr. intr. et let. c (ne concerne que le texte français)*
Art. 54, phr. intr. (ne concerne que le texte français)
Art. 55 al. 1 (ne concerne que le texte français)
Art. 57 al. 1 let. b
Art. 60 al. 1 (ne concerne que le texte français)
Art. 61 al. 2
Art. 64 al. 2
Art. 71 al. 3
Art. 75 al. 2 (ne concerne que le texte allemand)
Art. 91 al. 3 (ne concerne que le texte français)
Art. 95 al. 2, 3 et 4 (ne concerne que le texte français)
Art. 98
Art. 109, phr. intr. (ne concerne que le texte français)
Art. 110, phr. intr. (ne concerne que le texte français)
Art. 112 al. 2 (ne concerne que le texte français)
Art. 114 titre médian et al. 1 (ne concerne que le texte français)
Art. 115 (ne concerne que le texte français)
Art. 125 al. 1 (ne concerne que le texte français)
Art. 131 titre médian (ne concerne que le texte français) et al. 1
Art. 155 al. 4
Art. 178 titre médian et al. unique (ne concerne que le texte français)
2. *Ne concerne que le texte allemand (art. 22, 109, phr. intr., 110, phr. intr., 114 titre médian, 115, 131 titre médian et 178 titre médian et al. unique).*
 3. *Ne concerne que le texte allemand (art. 52 al. 2, 53, phr. intr., 54, phr. intr., 55 al. 1, 60 al. 1, 112 al. 2 et 3 et 114 al. 1).*

- Art. 53, Einleitungssatz und Bst. c (betrifft nur den französischen Text)*
Art. 54, Einleitungssatz (betrifft nur den französischen Text)
Art. 55 Abs. 1 (betrifft nur den französischen Text)
Art. 57 Abs. 1 Bst. b
Art. 60 Abs. 1 (betrifft nur den französischen Text)
Art. 61 Abs. 2
Art. 64 Abs. 2
Art. 71 Abs. 3
Art. 75 Abs. 2 (betrifft nur den deutschen Text)
Art. 91 Abs. 3 (betrifft nur den französischen Text)
Art. 95 Abs. 2, 3 und 4 (betrifft nur den französischen Text)
Art. 98
Art. 109, Einleitungssatz (betrifft nur den französischen Text)
Art. 110, Einleitungssatz (betrifft nur den französischen Text)
Art. 112 Abs. 2 (betrifft nur den französischen Text)
Art. 114 Artikelüberschrift und Abs. 1 (betrifft nur den französischen Text)
Art. 115 (betrifft nur den französischen Text)
Art. 125 Abs. 1 (betrifft nur den französischen Text)
Art. 131 Artikelüberschrift (betrifft nur den französischen Text) und Abs. 1
Art. 155 Abs. 4
Art. 178 Artikelüberschrift und einziger Absatz (betrifft nur den französischen Text)
2. *Den Ausdruck «Beamte», «Beamten» bzw. «Gerichtsbeamte» in folgenden Bestimmungen durch «Richter und Mitarbeiter» ersetzen (betrifft nur den deutschen Text):*

- Art. 22*
Art. 109, Einleitungssatz
Art. 110, Einleitungssatz
Art. 114 Artikelüberschrift
Art. 115
Art. 131 Artikelüberschrift
Art. 178 Artikelüberschrift und einziger Absatz
3. *Den Ausdruck «Beamte», «Beamter» bzw. «Beamten» in folgenden Bestimmungen durch «Richter oder Mitarbeiter» ersetzen (betrifft nur den deutschen Text):*

Art. 52 Abs. 2
Art. 53, Einleitungssatz
Art. 54, Einleitungssatz

4. *Ne concerne que le texte allemand (art. 4 al. 2, 24 titre médian, 55 al. 2 et 113 al. 2).*

Art. 19 4. Greffiers et autres collaborateurs du greffe du Tribunal cantonal

Les greffiers et les autres collaborateurs du greffe du Tribunal cantonal sont engagés par celui-ci.

Art. 20 5. Greffiers et autres collaborateurs des greffes des tribunaux d'arrondissement et des justices de paix

¹ Les greffiers et les autres collaborateurs des greffes des tribunaux d'arrondissement et des greffes de justice de paix sont engagés conformément à la législation sur le personnel de l'Etat.

² Toutefois, les greffiers des justices de paix qui exercent leur fonction à titre accessoire sont nommés pour quatre ans par le Conseil d'Etat.

Art. 53 let. c

Ne concerne que le texte allemand.

Art. 69 al. 3

Ne concerne que le texte allemand.

Art. 72

Abrogé

Art. 91 al. 3

Ne concerne que le texte allemand.

Art. 95 al. 2, 3 et 4

Ne concerne que le texte allemand.

Art. 55 Abs. 1

Art. 60 Abs. 1

Art. 112 Abs. 2 und 3

Art. 114 Abs. 1

4. *Den Ausdruck «Beamte» bzw. «Beamten» in folgenden Bestimmungen durch «Richter» ersetzen (betrifft nur den deutschen Text):*

Art. 4 Abs. 2

Art. 24 Artikelüberschrift

Art. 55 Abs. 2

Art. 113 Abs. 2

Art. 19 4. Gerichtsschreiber und weitere Mitarbeiter der Kantonsgerichtsschreiberei

Die Gerichtsschreiber und die übrigen Mitarbeiter der Kantonsgerichtsschreiberei werden vom Kantonsgericht angestellt.

Art. 20 5. Gerichtsschreiber und weitere Mitarbeiter der Bezirksgerichts- und Friedensgerichtsschreibereien

¹ Die Gerichtsschreiber und die übrigen Mitarbeiter der Bezirksgerichts- und der Friedensgerichtsschreibereien werden nach der Gesetzgebung über das Staatspersonal angestellt.

² Die nebenamtlichen Friedensgerichtsschreiber werden jedoch vom Staatsrat auf vier Jahre ernannt.

Art. 53 Bst. c *(betrifft nur den deutschen Text)*

Den Ausdruck «Gerichtsbeamter» durch «Gerichtsmitarbeiter» ersetzen.

Art. 69 Abs. 3 *(betrifft nur den deutschen Text)*

Den Ausdruck «der betreffende Beamte» durch «der betreffende Präsident oder Gerichtsschreiber» ersetzen.

Art. 72

Aufgehoben

Art. 91 Abs. 3 *(betrifft nur den deutschen Text)*

Den Ausdruck «Beamten» durch «Richtern und Mitarbeitern» ersetzen.

Art. 95 Abs. 2, 3 und 4 *(betrifft nur den deutschen Text)*

² *Den Ausdruck «und Beamten» durch «, Richter und Mitarbeiter» ersetzen.*

Art. 114^{ter} (nouveau) 8. Information du dénonciateur

Le dénonciateur n'a aucun droit dans la procédure. L'autorité lui indique cependant si une suite a été donnée ou non à sa dénonciation.

Art. 125 al. 1

Ne concerne que le texte allemand.

Art. 134

Ne concerne que le texte allemand.

Art. 4 Fonctionnaires de l'ordre judiciaire se trouvant dans l'impossibilité de remplir leurs fonctions

La loi du 21 mai 1873 concernant les fonctionnaires de l'ordre judiciaire se trouvant dans l'impossibilité de remplir leurs fonctions (RSF 131.0.5) est modifiée comme il suit:

Titre

Loi concernant les magistrats de l'ordre judiciaire se trouvant dans l'impossibilité de remplir leurs fonctions

Art. 1 et 2

Remplacer «fonctionnaire» par «magistrat».

Art. 5

Abrogé

Art. 5 Juridiction pénale des mineurs

La loi du 27 novembre 1973 sur la juridiction pénale des mineurs (RSF 132.6) est modifiée comme il suit:

Art. 7 al. 2

Abrogé

³ und ⁴ *Den Ausdruck «und Beamten» durch «, Richtern und Mitarbeitern» ersetzen.*

Art. 114^{ter} (neu) 8. Information der Anzeige erstattenden Person

Die Anzeige erstattende Person hat keine Verfahrensrechte. Die Behörde teilt ihr jedoch mit, ob sie aufgrund der Anzeige etwas veranlasst hat oder nicht.

Art. 125 Abs. 1 (*betrifft nur den deutschen Text*)

Den Ausdruck «und Beamten» durch «sowie den Richtern und Mitarbeitern» ersetzen.

Art. 134 I. Versöhnungsversuch (*betrifft nur den deutschen Text*)

Der Friedensrichter übt in Zivilsachen in all den Fällen die Befugnisse des Versöhnungsrichters aus, in denen ein Versöhnungsversuch vorgesehen und keinem anderen Richter vorbehalten ist.

Art. 4 Beamte der Gerichtsbehörden, welche sich in der Unmöglichkeit befinden, ihre Amtspflichten zu erfüllen

Das Gesetz vom 21. Mai 1873 betreffend die Beamten der Gerichtsbehörden, welche sich in der Unmöglichkeit befinden, ihre Amtspflichten zu erfüllen (SGF 131.0.5), wird wie folgt geändert:

Titel

Gesetz betreffend die Richter, die sich in der Unmöglichkeit befinden, ihre Amtspflichten zu erfüllen

Art. 1 und 2

Den Ausdruck «Beamten der Gerichtsbehörden» bzw. «Beamte» durch «Richter» ersetzen.

Art. 5

Aufgehoben

Art. 5 Jugendstrafrechtspflege

Das Gesetz vom 27. November 1973 über die Jugendstrafrechtspflege (SGF 132.6) wird wie folgt geändert:

Art. 7 Abs. 2

Aufgehoben

Art. 9 al. 1

Remplacer «fonctionnaire» par «collaborateur du greffe».

Art. 27 al. 2

Remplacer «fonctionnaires» par «collaborateurs».

Art. 6 Communes

La loi du 25 septembre 1980 sur les communes (RSF 140.1) est modifiée comme il suit:

Art. 69 Personnel communal

¹ Le présent chapitre s'applique aux personnes qui exercent une activité au service de la commune et qui sont rémunérées pour cette activité. L'alinéa 2 demeure réservé.

² Les mandats conférés par une élection populaire ne sont pas régis par le présent chapitre.

Art. 70 Droit applicable

¹ Sous réserve des dispositions de la présente loi, les communes peuvent adopter, par un règlement de portée générale, leurs propres règles relatives au personnel.

² A défaut d'un règlement communal de portée générale et sous réserve de la présente loi, les dispositions de la loi sur le personnel de l'Etat, hormis les articles 4 à 23, 132 al. 1 et 2 et 133 al. 1, ainsi que ses dispositions d'exécution s'appliquent par analogie au personnel communal à titre de droit communal supplétif.

Art. 71 Mise au concours

L'engagement d'un collaborateur fait, en principe, l'objet d'une mise au concours, à l'exception des postes temporaires.

Art. 72 Cahier des charges

Les tâches du collaborateur sont fixées dans un cahier des charges.

Art. 73 Récusation

¹ Le collaborateur se récuse lorsque est traité un objet qui l'intéresse directement.

Art. 9 Abs. 1

(Anfang unverändert) ... mit demjenigen eines Kantonsrichters oder eines Mitarbeiters der Kantonsgerichtsschreiberei.

Art. 27 Abs. 2

Den Ausdruck «Beamten» durch «Mitarbeitern» ersetzen.

Art. 6 Gemeinden

Das Gesetz vom 25. September 1980 über die Gemeinden (SGF 140.1) wird wie folgt geändert:

Art. 69 Gemeindepersonal

¹ Dieses Kapitel gilt für Personen, die im Dienst der Gemeinde tätig sind und für diese Tätigkeit ein Gehalt beziehen. Absatz 2 bleibt vorbehalten.

² Hingegen fallen durch Volkswahl vergebene Wahlmandate nicht unter dieses Kapitel.

Art. 70 Geltendes Recht

¹ Die Gemeinden können unter Vorbehalt der Bestimmungen dieses Gesetzes mit einem allgemein verbindlichen Reglement ihre eigenen Regelungen über das Personal erlassen.

² Hat eine Gemeinde kein allgemein verbindliches Reglement erlassen, so gelten sinngemäss, als Ergänzung zu diesem Gesetz, die Bestimmungen des Staatspersonalgesetzes mit Ausnahme der Artikel 4-23, 132 Abs. 1 und 2 und 133 Abs. 1 sowie die Ausführungsbestimmungen zum Staatspersonalgesetz.

Art. 71 Stellenausschreibung

Die Stellen der Gemeindeangestellten werden, mit Ausnahme der temporären Stellen, grundsätzlich ausgeschrieben.

Art. 72 Pflichtenheft

Die Aufgaben der Mitarbeiter werden in einem Pflichtenheft festgelegt.

Art. 73 Ausstand

¹ Die Mitarbeiter treten bei der Behandlung von Geschäften, an denen sie unmittelbar interessiert sind, von Gesetzes wegen in den Ausstand.

² Il peut se récuser ou être récusé par le conseil communal lorsqu'il s'agit d'un objet qui intéresse une personne avec laquelle il se trouve dans un rapport étroit de parenté ou d'alliance, d'obligation ou de dépendance.

Art. 75

Abrogé

Art. 76 Postes

¹ Chaque commune a un secrétaire et un caissier. Ces deux postes peuvent être réunis en la fonction de secrétaire-caissier. La commune peut créer d'autres postes.

² La commune établit un inventaire des postes de travail.

Art. 77 al. 1

¹ Les rapports de service du secrétaire et du caissier sont régis par le droit public. La résiliation est régie par les articles 36 à 49 de la loi sur le personnel de l'Etat.

Art. 79

Abrogé

Art. 81 Formation et perfectionnement

¹ La formation et le perfectionnement du personnel communal relèvent du collaborateur ainsi que du conseil communal.

² L'Etat collabore avec les associations du personnel et des communes et les soutient dans leurs activités relatives à la formation et au perfectionnement du personnel.

Art. 123^{bis} al. 4, 2^e phr.

⁴ (...). Toutefois, le délai pour le dépôt de la demande de referendum est de soixante jours.

Art. 7 Organisation du Tribunal administratif

La loi du 24 avril 1990 d'organisation du Tribunal administratif (LOTA; RSF 151.1) est modifiée comme il suit:

Art. 14 al. 1

Remplacer «engagés et nommés» par «engagés».

² Sie dürfen in den Ausstand treten und müssen es auf Verlangen des Gemeinderates tun, wenn ein Geschäft eine Person interessiert, zu der sie in einem engen Verwandtschafts-, Schwägerschafts-, Pflicht- oder Abhängigkeitsverhältnis stehen.

Art. 75

Aufgehoben

Art. 76 Stellen

¹ Jede Gemeinde hat einen Gemeinbeschreiber und einen Gemeindecassier. Diese beiden Stellen können in der Funktion des Gemeindeverwalters zusammengefasst werden. Die Gemeinde kann weitere Stellen schaffen.

² Die Gemeinde erstellt ein Stelleninventar.

Art. 77 Abs. 1

¹ Das Dienstverhältnis des Gemeinbeschreibers und des Gemeindecassiers untersteht dem öffentlichen Recht. Für die Kündigung gelten die Artikel 36–49 des Gesetzes über das Staatspersonal.

Art. 79

Aufgehoben

Art. 81 Aus- und Weiterbildung

¹ Die Aus- und Weiterbildung des Gemeindepersonals ist Sache der Mitarbeiter sowie des Gemeinderates.

² Der Staat arbeitet mit den Personal- und Gemeindeverbänden zusammen und unterstützt sie in ihren Tätigkeiten zur Aus- und Weiterbildung des Personals.

Art. 123^{bis} Abs. 4, 2. Satz

⁴ (...). Die Frist für die Einreichung des Referendumsbegehrens beträgt jedoch 60 Tage.

Art. 7 Organisation des Verwaltungsgerichts

Das Gesetz vom 24. April 1990 über die Organisation des Verwaltungsgerichts (VGOG; SGF 151.1) wird wie folgt geändert:

Art. 14 Abs. 1

Den Ausdruck «angestellt und ernannt» durch «angestellt» ersetzen.

Art. 8 Exécution de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite

La loi du 11 mai 1891 concernant l'exécution de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite (RSF 28.1) est modifiée comme il suit:

Art. 3

Les préposés des offices des poursuites, le préposé de l'Office cantonal des faillites, leurs substituts ainsi que les collaborateurs de ces offices sont engagés par la Direction en charge des relations avec le Pouvoir judiciaire.

Art. 4 et 5

Abrogés

Art. 6

Remplacer «un autre fonctionnaire» *par* «une autre autorité».

Art. 7, 8, 10, 11 et 12

Abrogés

Art. 17 al. 1, 2^e phr.

Abrogée

Art. 9 Etablissements de Bellechasse

La loi du 2 octobre 1996 sur les Etablissements de Bellechasse (RSF 341.1.1) est modifiée comme il suit:

Art. 23

Abrogé

Art. 10 Loi scolaire

La loi du 23 mai 1985 sur l'école enfantine, l'école primaire et l'école du cycle d'orientation (loi scolaire; RSF 411.0.1) est modifiée comme il suit:

Art. 45 al. 1 et 2

¹ Les maîtres sont engagés par la Direction, sur le préavis des autorités scolaires et de l'inspecteur scolaire pour les degrés préscolaire et primaire, du comité d'école et du directeur pour le cycle d'orientation.

Art. 8 Einführung des Bundesgesetzes über Schuldbetreibung und Konkurs

Das Gesetz vom 11. Mai 1891, betreffend Einführung des Bundesgesetzes über Schuldbetreibung und Konkurs (SGF 28.1) wird wie folgt geändert:

Art. 3

Die Vorsteher der Betreibungsämter (die Betreibungsbeamten), der Vorsteher des kantonalen Konkursamtes (der Konkursbeamte), ihre Stellvertreter sowie die Mitarbeiter dieser Ämter werden von der Direktion angestellt, die für die Beziehungen zu den Gerichtsbehörden zuständig ist.

Art. 4 und 5

Aufgehoben

Art. 6

Den Ausdruck «einem andern Beamten» *durch* «einer anderen Behörde» *ersetzen*.

Art. 7, 8, 10, 11 und 12

Aufgehoben

Art. 17 Abs. 1, 2. Satz

Aufgehoben

Art. 9 Anstalten von Bellechasse

Das Gesetz vom 2. Oktober 1996 über die Anstalten von Bellechasse (SGF 341.1.1) wird wie folgt geändert:

Art. 23

Aufgehoben

Art. 10 Schulgesetz

Das Gesetz vom 23. Mai 1985 über den Kindergarten, die Primarschule und die Orientierungsschule (Schulgesetz; SGF 411.0.1) wird wie folgt geändert:

Art. 45 Abs. 1 und 2

¹ Die Lehrer im Kindergarten und in der Primarschule werden auf Antrag der Schulbehörden und des Schulinspektors, in der Orientierungsschule auf Antrag des Schulvorstandes und des Schuldirektors von der Direktion angestellt.

² L'engagement des maîtres pour une durée limitée ou pour un remplacement relève de l'inspecteur scolaire à l'école enfantine et à l'école primaire et du directeur à l'école du cycle d'orientation.

Art. 46 Durée d'engagement

L'engagement des maîtres peut se faire pour une durée déterminée ou pour une durée indéterminée.

Art. 47 Démission

¹ Les maîtres engagés pour une durée indéterminée peuvent démissionner moyennant le respect d'un délai de résiliation de six mois.

² La démission est présentée pour la fin d'une année scolaire. Elle peut être présentée pour un autre terme en cas de justes motifs ou si les parties en conviennent.

Art. 48 Préavis en cas de licenciement

Avant de mettre fin aux rapports de service d'un maître, l'autorité prend les mêmes préavis que ceux qui sont prescrits pour l'engagement.

Art. 77 al. 1

¹ Le directeur d'école est soumis à la législation sur le personnel de l'Etat. Il est engagé sur le préavis du comité d'école.

Art. 11 Ecoles libres publiques

La loi du 17 mai 1884 sur l'instruction primaire [art. 116 à 119^{quater}, écoles libres publiques] (RSF 411.4.1) est modifiée comme il suit:

Art. 116 al. 2

² Les écoles libres publiques doivent se conformer aux lois et autres prescriptions applicables aux écoles publiques, notamment en ce qui concerne l'engagement et le traitement du corps enseignant, l'enseignement, la discipline, la fréquentation de l'école et les regroupements scolaires.

Art. 12 Enseignement secondaire supérieur

La loi du 11 avril 1991 sur l'enseignement secondaire supérieur (RSF 412.0.1) est modifiée comme il suit:

Art. 46 al. 1 et 2

¹ Les professeurs sont engagés par la Direction, sur le préavis de la direction de l'école et de la commission d'école.

² Für Anstellungen für eine bestimmte Dauer oder für eine Stellvertretung ist im Kindergarten und in der Primarschule der Schulinspektor und in der Orientierungsschule der Schuldirektor zuständig.

Art. 46 Anstellungsdauer

Die Lehrer können für eine unbestimmte oder eine bestimmte Dauer angestellt werden.

Art. 47 Rücktritt

¹ Die für eine unbestimmte Dauer angestellten Lehrer können unter Einhaltung einer sechsmonatigen Frist kündigen.

² Der Rücktritt wird auf Ende eines Schuljahres erklärt. Ein Rücktritt auf einen anderen Zeitpunkt kann eingereicht werden, wenn berechtigte Gründe vorliegen oder die Parteien ihn vereinbaren.

Art. 48 Vernehmlassung vor der Entlassung

Bevor die Behörde das Dienstverhältnis eines Lehrers auflöst, holt sie die gleichen Anträge ein, die für die Anstellung vorgesehen sind.

Art. 77 Abs. 1

¹ Der Schuldirektor untersteht der Gesetzgebung über das Staatspersonal. Er wird auf Antrag des Schulvorstandes angestellt.

Art. 11 Freie öffentliche Schulen

Das Gesetz vom 17. Mai 1884 über das Primarschulwesen [Art. 116 bis 119^{quater}, freie öffentliche Schulen] (SGF 411.4.1) wird wie folgt geändert:

Art. 116 Abs. 2

² Die freien öffentlichen Schulen sind den Gesetzen und übrigen Vorschriften unterworfen, die für die öffentlichen Schulen gelten, insbesondere bezüglich der Anstellung und Besoldung des Lehrpersonals, des Unterrichts, der Disziplin, des Schulbesuches und der Schulzusammenlegungen.

Art. 12 Mittelschulunterricht

Das Gesetz vom 11. April 1991 über den Mittelschulunterricht (SGF 412.0.1) wird wie folgt geändert:

Art. 46 Abs. 1 und 2

¹ Die Lehrer werden auf Antrag der Schuldirektion und der Schulkommission von der Direktion angestellt.

² L'engagement des professeurs pour une durée limitée ou pour un remplacement relève de la direction de l'école.

Art. 47 Durée d'engagement

L'engagement des professeurs peut se faire pour une durée déterminée ou pour une durée indéterminée.

Art. 48 Démission

¹ Les professeurs engagés pour une durée indéterminée peuvent démissionner moyennant le respect d'un délai de résiliation de six mois.

² La démission est présentée pour la fin d'une année scolaire administrative. Elle peut être présentée pour un autre terme en cas de justes motifs ou si les parties en conviennent.

Art. 49 Préavis en cas de licenciement

Avant de mettre fin aux rapports de service d'un professeur, l'autorité prend les mêmes préavis que ceux qui sont prescrits pour l'engagement.

Art. 61 al. 1

¹ Les directeurs d'école (ci-après: les directeurs) sont soumis à la législation sur le personnel de l'Etat.

Art. 65 Proviseurs
a) Statut

Les proviseurs sont soumis à la législation sur le personnel de l'Etat. Ils sont engagés sur le préavis de la direction de l'école et de la commission d'école.

Art. 13 Haute Ecole pédagogique

La loi du 4 octobre 1999 sur la Haute Ecole pédagogique (LHEP; RSF 412.2.1) est modifiée comme il suit:

Art. 16 al. 1

¹ Les formateurs et formatrices sont engagés par la Direction, sur le préavis du conseil de direction de la HEP.

Art. 19 Démission

Le formateur ou la formatrice peut se démettre de ses fonctions pour la fin d'une année scolaire, moyennant un préavis de six mois. Une démission peut être présentée pour un autre terme en cas de justes motifs ou si les parties en conviennent.

² Für die Anstellung der Lehrer für eine bestimmte Dauer oder für eine Stellvertretung ist die Schuldirektion zuständig.

Art. 47 Anstellungsdauer

Die Lehrer können für eine bestimmte oder eine unbestimmte Dauer angestellt werden.

Art. 48 Rücktritt

¹ Die für eine unbestimmte Dauer angestellten Lehrer können unter Einhaltung einer sechsmonatigen Frist kündigen.

² Der Rücktritt wird auf Ende eines Schuljahres erklärt. Ein Rücktritt auf einen anderen Zeitpunkt kann eingereicht werden, wenn berechtigte Gründe vorliegen oder die Parteien ihn vereinbaren.

Art. 49 Vernehmlassung vor der Entlassung

Bevor die Behörde das Dienstverhältnis eines Lehrers auflöst, holt sie die gleichen Anträge ein, die für die Anstellung vorgesehen sind.

Art. 61 Abs. 1

¹ Die Schuldirektoren (die Direktoren) unterstehen der Gesetzgebung über das Staatspersonal.

Art. 65 Vorsteher
a) Dienstverhältnis

Die Vorsteher unterstehen der Gesetzgebung über das Staatspersonal. Sie werden auf Antrag der Schuldirektion und der Schulkommission angestellt.

Art. 13 Pädagogische Hochschule

Das Gesetz vom 4. Oktober 1999 über die Pädagogische Hochschule (PHG; SGF 412.2.1) wird wie folgt geändert:

Art. 16 Abs. 1

¹ Die Ausbilderinnen und Ausbilder werden auf Antrag des Direktionsrates der PH von der Direktion angestellt.

Art. 19 Rücktritt

Ausbilderinnen und Ausbilder können unter Einhaltung einer sechsmonatigen Frist auf Ende eines Schuljahres von ihrer Funktion zurücktreten. Ein Rücktritt auf einen anderen Zeitpunkt kann eingereicht werden, wenn wichtige Gründe vorliegen oder die Parteien ihn vereinbaren.

Art. 36 al. 1 et 3

¹ Le recteur ou la rectrice de la HEP est désigné/e par la Direction parmi les doyens ou doyennes. Cette décision est soumise à l'approbation du Conseil d'Etat.

³ Il ou elle est désigné/e pour une période de quatre ans, renouvelable une fois.

Art. 38 al. 1

¹ Les doyens et doyennes sont désignés par la Direction. La durée de leur mandat est de quatre ans, renouvelable deux fois. Une quatrième période est possible pour le recteur ou la rectrice en activité.

Art. 39 al. 1 let. e

[¹ Les deux doyens ou doyennes responsables de la formation initiale ont les attributions suivantes, chacun ou chacune au sein de sa section:]

e) procéder à l'engagement, pour une durée limitée ou à un taux d'activité inférieur ou égal à 50 %, du personnel, en accord avec la Direction.

Art. 40 al. 1 let. c

[¹ Les deux doyens ou doyennes responsables des ressources, de la recherche et du développement pédagogiques ont les attributions suivantes, chacun ou chacune au sein de sa section:]

c) procéder à l'engagement, pour une durée limitée ou à un taux d'activité inférieur ou égal à 50 %, du personnel, en accord avec la Direction.

Art. 14 Université

La loi du 19 novembre 1997 sur l'Université (RSF 430.1) est modifiée comme il suit:

Art. 17 Engagement

¹ Les membres du corps professoral sont engagés par la Direction, sur la proposition de la faculté et le préavis du Rectorat. Cette décision est soumise à l'approbation du Conseil d'Etat.

² L'accord passé entre les autorités ecclésiastiques et l'Etat au sujet du statut de la Faculté de théologie est réservé.

Art. 36 Abs. 1 und 3

¹ Die Direktion bezeichnet die Rektorin oder den Rektor unter den Abteilungsleiterinnen und -leitern. Dieser Entscheid bedarf der Genehmigung durch den Staatsrat.

³ Die Rektorin oder der Rektor wird für vier Jahre bezeichnet; das Mandat kann nur einmal erneuert werden.

Art. 38 Abs. 1

¹ Die Abteilungsleiterinnen und -leiter werden von der Direktion bezeichnet. Ihr Mandat dauert vier Jahre und ist zweimal erneuerbar. Für die amtierende Rektorin oder den amtierenden Rektor ist ein viertes Mandat zulässig.

Art. 39 Abs. 1 Bst. e

[¹ Die beiden für die Grundausbildung verantwortlichen Abteilungsleiterinnen und -leiter haben innerhalb ihrer Abteilung folgende Befugnisse:]

e) Sie nehmen im Einvernehmen mit der Direktion die Anstellung des für eine bestimmte Dauer oder zu einem Tätigkeitsgrad von 50 % oder weniger angestellten Personals vor.

Art. 40 Abs. 1 Bst. c

[¹ Die beiden Abteilungsleiterinnen und -leiter des Bereichs der pädagogischen Beratung, Forschung und Entwicklung haben innerhalb ihrer Abteilung folgende Befugnisse:]

c) Sie nehmen im Einvernehmen mit der Direktion die Anstellung des für eine bestimmte Dauer oder zu einem Tätigkeitsgrad von 50 % oder weniger angestellten Personals vor.

Art. 14 Universität

Das Gesetz vom 19. November 1997 über die Universität (SGF 430.1) wird wie folgt geändert:

Art. 17 Anstellung

¹ Die Mitglieder der Professorenschaft werden auf Antrag der Fakultät und nach Stellungnahme des Rektorats von der Direktion angestellt. Dieser Entscheid bedarf der Genehmigung durch den Staatsrat.

² Das Abkommen zwischen den kirchlichen Behörden und dem Staat über die Theologische Fakultät bleibt vorbehalten.

Art. 19 Fin des rapports de service

¹ Les rapports de service des membres du corps professoral de l'Université cessent de plein droit à la fin de l'année universitaire au cours de laquelle ils ont atteint l'âge de 70 ans. Le contrat peut fixer un âge limite inférieur, sans aller en dessous de 65 ans, lorsque le membre du corps professoral bénéficie de conditions de prévoyance vieillesse suffisantes.

² Les membres du corps professoral ne peuvent donner leur démission que pour la fin d'un semestre et moyennant un avertissement adressé à la Direction par voie hiérarchique, sauf accord particulier, six mois avant cette date.

Art. 15 Institutions culturelles de l'Etat

La loi du 2 octobre 1991 sur les institutions culturelles de l'Etat (RSF 481.0.1) est modifiée comme il suit:

Art. 35 b) Portée de l'engagement

¹ Le professeur engagé ne peut pas prétendre au strict maintien du nombre d'heures d'enseignement fixé dans le contrat si la réduction est due à une diminution du nombre de ses élèves. Toutefois, la direction du Conservatoire doit veiller à lui attribuer en priorité, dans la mesure du possible, les nouveaux élèves inscrits dans sa branche.

² En cas de diminution du nombre d'élèves en cours d'année scolaire (démission d'élèves hors délai), le traitement se fonde sur le nombre d'heures d'enseignement précédant la démission d'élèves. Ce traitement n'est pas modifié durant une période de trois mois dès la démission d'élèves.

Art. 37 d) Démission

La démission est présentée pour la fin d'une année scolaire. Elle peut être présentée pour un autre terme en cas de justes motifs ou si les parties en conviennent.

Art. 16 Police cantonale

La loi du 15 novembre 1990 sur la Police cantonale (RSF 551.1) est modifiée comme il suit:

Art. 18 Engagement

¹ Le commandant et les officiers de la Police cantonale sont engagés par le Conseil d'Etat, les autres agents par la Direction.

² Dès leur entrée en fonction, les agents font l'objet d'une reconnaissance officielle.

Art. 19 Beendigung des Dienstverhältnisses

¹ Das Dienstverhältnis der Mitglieder der Professorenenschaft der Universität endet von Rechts wegen am Ende des akademischen Jahres, in dem sie das 70. Altersjahr erreicht haben. Der Vertrag kann einen früheren Zeitpunkt vorsehen, wenn das Mitglied der Professorenenschaft über eine ausreichende Altersvorsorge verfügt; der vorgesehene Zeitpunkt darf aber nicht unter dem 65. Altersjahr liegen.

² Die Mitglieder der Professorenenschaft können ihren Rücktritt nur auf das Ende eines Semesters mit einer auf dem Dienstweg an die Direktion gerichteten Kündigung einreichen. Die Kündigungsfrist beträgt sechs Monate. Besondere Abmachungen bleiben vorbehalten.

Art. 15 Kulturelle Institutionen des Staates

Das Gesetz vom 2. Oktober 1991 über die kulturellen Institutionen des Staates (SGF 481.0.1) wird wie folgt geändert:

Art. 35 b) Wirkung der Anstellung

¹ Der angestellte Lehrer hat keinen Anspruch auf strikte Beibehaltung der im Vertrag festgesetzten Anzahl Unterrichtsstunden, wenn die Verminderung eine Folge der Abnahme der Zahl seiner Schüler ist. Die Direktion des Konservatoriums muss jedoch dafür sorgen, dass ihm vorrangig soweit möglich die neu für sein Fach angemeldeten Schüler zugeteilt werden.

² Nimmt die Schülerzahl während des Schuljahres ab (vorzeitige Austritte), so bildet die Anzahl der Unterrichtsstunden vor einem Austritt die Grundlage für das Gehalt, das während drei Monaten nach dem jeweiligen Austritt unverändert bleibt.

Art. 37 d) Rücktritt

Der Rücktritt wird auf Ende des Schuljahres erklärt. Ein Rücktritt auf einen anderen Zeitpunkt kann eingereicht werden, wenn berechtigte Gründe vorliegen oder die Parteien ihn vereinbaren.

Art. 16 Kantonspolizei

Das Gesetz vom 15. November 1990 über die Kantonspolizei (SGF 551.1) wird wie folgt geändert:

Art. 18 Anstellung

¹ Der Kommandant und die Polizeioffiziere werden vom Staatsrat angestellt, die übrigen Polizeibeamten von der Direktion.

² Mit dem Dienstantritt werden die Polizeibeamten offiziell anerkannt.

Art. 25 Pouvoir disciplinaire
a) Compétence

Le commandant est compétent pour prononcer, à l'encontre des officiers et des autres agents de police, les sanctions du blâme, de l'amende et du déplacement disciplinaire.

Art. 27 et 51

Abrogés

Art. 17 Assurance immobilière

La loi du 6 mai 1965 sur l'assurance des bâtiments contre l'incendie et les autres dommages (RSF 732.1.1) est modifiée comme il suit:

Art. 15 al. 1 et 2

¹ Le directeur est engagé par le Conseil d'Etat, sur la proposition du conseil d'administration.

² *Abrogé*

Art. 18 Le personnel

¹ Le statut du directeur et du personnel de l'Etablissement est régi par la législation sur le personnel de l'Etat.

² Toutefois, l'Etablissement peut, pour des motifs de gestion, adopter des dispositions spécifiques, dérogeant aux dispositions de rang réglementaire applicables au personnel de l'Etat. Le personnel de l'Etablissement est préalablement consulté.

Art. 20 let. c

Supprimer les mots «le directeur, son adjoint et le personnel de l'Etablissement».

Art. 18 Ecole du personnel soignant

La loi du 21 juin 1994 sur l'Ecole du personnel soignant (LEPS; RSF 821.12.4) est modifiée comme il suit:

Art. 10 al. 3 let. c

[³ Il [*le directeur*] a en particulier les attributions suivantes:]

c) il propose l'engagement des doyens, de l'adjoint du directeur, des professeurs et des collaborateurs administratifs et techniques;

Art. 25 Disziplinarrecht
a) Zuständigkeit

Der Kommandant der Kantonspolizei ist zuständig, gegen Polizeioffiziere und übrige Polizeibeamte die Disziplinarstrafen des Verweises, der Busse und der disziplinarischen Versetzung auszusprechen.

Art. 27 und 51

Aufgehoben

Art. 17 Gebäudeversicherung

Das Gesetz vom 6. Mai 1965 über die Versicherung der Gebäude gegen Brand und andere Schäden (SGF 732.1.1) wird wie folgt geändert:

Art. 15 Abs. 1 und 2

¹ Der Direktor wird auf Antrag des Verwaltungsrats vom Staatsrat angestellt.

² *Aufgehoben*

Art. 18 Das Personal

¹ Das Dienstverhältnis des Direktors und des Personals der Anstalt richtet sich nach der Gesetzgebung über das Staatspersonal.

² Die Anstalt kann jedoch aus betrieblichen Gründen spezifische Bestimmungen erlassen, die von den reglementarischen Bestimmungen für das Staatspersonal abweichen. Das Personal der Anstalt wird vorgängig angehört.

Art. 20 Bst. c

Den Ausdruck «den Direktor, den Adjunkten und das Anstaltspersonal» *streichen*.

Art. 18 Krankenpflegeschule

Das Gesetz vom 21. Juni 1994 über die Krankenpflegeschule (KPSG; SGF 821.12.4) wird wie folgt geändert:

Art. 10 Abs. 3 Bst. c

[³ Er [*der Direktor*] hat insbesondere folgende Befugnisse:]

c) Er macht Vorschläge für die Anstellung der Abteilungsvorsteher, des Adjunkten des Direktors, der hauptamtlichen Lehrpersonen sowie der administrativen und technischen Mitarbeiter;

Art. 19 Hôpital cantonal

La loi du 2 mars 1999 sur l'Hôpital cantonal de Fribourg (RSF 822.1.1) est modifiée comme il suit:

Art. 9 al. 2 let. f

[² Il [*le conseil d'administration*] a notamment les attributions suivantes:]

- f) il engage les personnes mentionnées à l'article 14 al. 2, sous réserve des dispositions relatives à l'approbation par le Conseil d'Etat, et il approuve l'engagement des personnes mentionnées à l'article 17;

Art. 14 al. 2

² Les médecins-chefs, les médecins-chefs adjoints, les médecins agréés, le pharmacien-chef et le chef des laboratoires sont engagés par le conseil d'administration de l'Hôpital. Pour les médecins-chefs, le pharmacien-chef et le chef des laboratoires, cette décision est soumise à l'approbation du Conseil d'Etat. Ces personnes sont subordonnées administrativement au directeur de l'Hôpital.

Art. 17 al. 1

1 Les chefs des autres services que ceux qui sont visés à l'article 14 sont engagés par la direction de l'Hôpital. Cette décision est soumise à l'approbation du conseil d'administration. Ces personnes sont subordonnées au directeur de l'Hôpital.

Art. 20 Loi d'application de la loi fédérale sur l'AVS et de la loi fédérale sur l'AI

La loi du 9 février 1994 d'application de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants et de la loi fédérale sur l'assurance-invalidité (RSF 841.1.1) est modifiée comme il suit:

Art. 4 titre médian et al. 1

Statut du personnel

¹ Le personnel de l'Etablissement est soumis aux dispositions légales relatives au personnel de l'Etat.

Art. 21 Forêts et protection contre les catastrophes naturelles

La loi du 2 mars 1999 sur les forêts et la protection contre les catastrophes naturelles (LFCN; RSF 921.1) est modifiée comme il suit:

Art. 19 Kantonsspital

Das Gesetz vom 2. März 1999 über das Kantonsspital Freiburg (SGF 822.1.1) wird wie folgt geändert:

Art. 9 Abs. 2 Bst. f

[² Er [*der Verwaltungsrat*] hat namentlich folgende Befugnisse:]

- f) Er stellt die in Artikel 14 Abs. 2 aufgeführten Personen an, unter Vorbehalt der Bestimmungen über die Genehmigung durch den Staatsrat, und er genehmigt die Anstellung der in Artikel 17 aufgeführten Personen.

Art. 14 Abs. 2

² Die Chefärzte, die stellvertretenden Chefärzte, die Belegärzte, der Chefapotheker und der Laborchef werden vom Verwaltungsrat des Spitals angestellt. Für die Chefärzte, den Chefapotheker und den Laborchef muss der Anstellungsentscheid vom Staatsrat genehmigt werden. Sie sind administrativ dem Spitaldirektor unterstellt.

Art. 17 Abs. 1

¹ Die Dienstchefs der übrigen Dienste, die nicht unter den Artikel 14 fallen, werden von der Spitaldirektion angestellt. Dieser Entscheid muss vom Verwaltungsrat genehmigt werden. Sie sind dem Spitaldirektor unterstellt.

Art. 20 Ausführungsgesetz zum Bundesgesetz über die AHV und zum Bundesgesetz über die IV

Das Ausführungsgesetz vom 9. Februar 1994 zum Bundesgesetz über die Alters- und Hinterlassenenversicherung und zum Bundesgesetz über die Invalidenversicherung (SGF 841.1.1) wird wie folgt geändert:

Art. 4 Artikelüberschrift und Art. 1

Dienstverhältnis

¹ Das Personal der Anstalt ist den gesetzlichen Bestimmungen über das Staatspersonal unterstellt.

Art. 21 Wald und Schutz vor Naturereignissen

Das Gesetz vom 2. März 1999 über den Wald und den Schutz vor Naturereignissen (WSG; SGF 921.1) wird wie folgt geändert:

Art. 16

Abrogé

Art. 22 Chasse et protection des mammifères, des oiseaux sauvages et de leurs biotopes

La loi du 14 novembre 1996 sur la chasse et la protection des mammifères, des oiseaux sauvages et de leurs biotopes (LCha; RSF 922.1) est modifiée comme il suit:

Art. 50

Abrogé

Art. 52 Droit réservé

La loi sur la Police cantonale règle la légitimation, la plainte et l'équipement (art. 48 à 51) des agents de la Police cantonale.

Art. 23 Pêche

La loi du 15 mai 1979 sur la pêche (RSF 923.1) est modifiée comme il suit:

Art. 44^{bis}

Abrogé

CHAPITRE 2

Exécution et entrée en vigueur

Art. 24

Le Conseil d'Etat est chargé de l'exécution de la présente loi, qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2003, en même temps que les dispositions de la LPers relatives au statut du personnel.

Art. 16

Aufgehoben

Art. 22 Jagd sowie Schutz wild lebender Säugetiere und Vögel und ihrer Lebensräume

Das Gesetz vom 14. November 1996 über die Jagd sowie den Schutz wild lebender Säugetiere und Vögel und ihrer Lebensräume (JaG; SGF 922.1) wird wie folgt geändert:

Art. 50

Aufgehoben

Art. 52 Vorbehaltenes Recht

Der Ausweis, die Aufsichtsbeschwerde und die Ausrüstung (Art. 48-51) der Beamten der Kantonspolizei richten sich nach dem Gesetz über die Kantonspolizei.

Art. 23 Fischerei

Das Gesetz vom 15. Mai 1979 über die Fischerei (SGF 923.1) wird wie folgt geändert:

Art. 44^{bis}

Aufgehoben

2. KAPITEL

Vollzug und Inkrafttreten

Art. 24

Der Staatsrat wird mit dem Vollzug dieses Gesetzes beauftragt, das gleichzeitig mit den Bestimmungen des StPG über das Dienstverhältnis am 1. Januar 2003 in Kraft tritt.